

2 Rapport aux actionnaires

Banque Royale du Canada
Deuxième trimestre 2007



La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le deuxième trimestre de 2007

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Faits saillants du deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 :

- Bénéfice net de 1 279 millions de dollars, en hausse de 14 %
- Bénéfice dilué par action de 0,98 \$, en hausse de 15 %
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,5 %, en hausse de 50 points de base
- Revenus ⁽¹⁾ de 5 669 millions de dollars, en hausse de 547 millions ou 11 %
- Frais autres que d'intérêt ⁽¹⁾ de 3 148 millions de dollars, en hausse de 220 millions ou 8 %

Premier semestre de 2007 par rapport au premier semestre de 2006 :

- Bénéfice net de 2 773 millions de dollars, en hausse de 21 %
- Bénéfice dilué par action de 2,12 \$, en hausse de 22 %
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 25,5 %, en hausse de 200 points de base

(1) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes précédentes correspondantes.

TORONTO, le 25 mai 2007 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 1 279 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007, en hausse de 161 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,98 \$, en hausse de 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,5 %, comparativement à 23,0 % l'an dernier. Cette croissance est en grande partie attribuable aux résultats solides liés à la plupart des activités bancaires et de gestion de patrimoine, et elle reflète l'augmentation des soldes et des volumes de clients. Elle a été contrebalancée en partie par la baisse des résultats du secteur Marchés des Capitaux, qui ont atteint des niveaux records à l'exercice précédent, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nos résultats ce trimestre reflètent le bénéfice solide continu de nos secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, qui a augmenté de 21 % et de 22 %, respectivement. Pour l'exercice à ce jour, nos activités s'alignent sur nos objectifs pour 2007. »

Le total des revenus a augmenté de 547 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance solide des activités bancaires et de gestion de patrimoine, qui reflète la forte croissance des prêts et des dépôts et l'accroissement des actifs liés aux services tarifés des clients. La croissance des activités découle de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et de la poursuite de nos activités d'expansion, y compris nos acquisitions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, lesquels ont atteint des niveaux presque records l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 220 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement du personnel ayant un contact direct avec les clients et de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	12	Résultats trimestriels et analyse des tendances	21	Marchés des Capitaux
4	Rapport de gestion	13	Perspectives pour 2007	22	Services de soutien généraux
4	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	13	Questions et contrôles comptables	23	Situation financière
5	Aperçu de la Banque Royale du Canada	14	Résultats des secteurs d'exploitation	23	Bilan
5	Faits saillants financiers	14	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	24	Gestion du capital
6	Examen de la conjoncture économique et des marchés	18	Services bancaires canadiens	25	Arrangements hors bilan
6	Rendement financier	19	Gestion de patrimoine	26	Opérations entre apparentés
11	Résultats par secteur géographique	20	Services bancaires américains et internationaux	26	Gestion du risque
				30	États financiers consolidés intermédiaires
				34	Notes complémentaires
				51	Renseignements aux actionnaires

de l'amélioration des revenus tirés des commissions dans le secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi à la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, telles que la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis au sein de nos secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires américains et internationaux, à l'augmentation du nombre de nouvelles succursales au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'aux coûts d'intégration liés aux acquisitions constatés ce trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 64 millions de dollars ou 52 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts à la consommation, laquelle reflète essentiellement la croissance des portefeuilles. La hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises et la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises ce trimestre ont également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 58 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, laquelle a été neutralisée en grande partie par les revenus liés aux activités d'assurance.

La charge d'impôts a augmenté de 5 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 % ce trimestre, soit un résultat favorable par rapport à 24,0 % l'an dernier. La baisse du taux d'imposition ce trimestre tient en grande partie au règlement favorable d'une vérification fiscale.

Le ratio du capital de première catégorie s'est élevé à 9,3 %, en baisse par rapport à 9,5 % l'an dernier. Le ratio du capital total s'est chiffré à 11,7 %, en baisse de 80 points de base comparativement à 12,5 % à l'exercice précédent.

Secteurs d'exploitation

Avec prise d'effet ce trimestre, nous présentons nos résultats en fonction de notre nouvelle structure, qui comprend le nouveau secteur Gestion de patrimoine. Ce nouveau secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, notamment les clients fortunés et les clients disposant d'un avoir net élevé à l'échelle mondiale, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie.

« Je suis d'avis que cette restructuration organisationnelle nous permettra de mieux axer nos efforts sur nos marchés cibles et de procéder à l'expansion de nos activités au cours des prochaines années », a déclaré M. Nixon.

Le bénéfice net du secteur **Services bancaires canadiens** a augmenté de 107 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement des résultats solides de la plupart de nos secteurs d'activité. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des prêts et des dépôts, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, y compris l'expansion et l'amélioration de nos succursales, ainsi qu'à une conjoncture généralement favorable au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement du personnel et des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, les autres coûts de soutien étant demeurés relativement inchangés en raison de nos mesures efficaces de compression des coûts. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté par rapport à l'an dernier, en raison de la croissance des portefeuilles.

« Nos efforts ciblés visant à répondre aux besoins de nos clients et à nous différencier de nos concurrents nous ont aidés à enregistrer une solide croissance du bénéfice et un levier d'exploitation très élevé dans le secteur Services bancaires canadiens », a déclaré M. Nixon.

Le bénéfice net du secteur **Gestion de patrimoine** a progressé de 35 millions de dollars ou 22 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie aux résultats solides de tous nos secteurs d'activité. Cette croissance reflète la hausse des revenus tirés des activités de courtage et de gestion d'actifs ainsi que des services de gestion privée à l'échelle internationale, laquelle découle de la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, ainsi que des conditions du marché généralement favorables. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

« Compte tenu du fort élan du secteur Gestion de patrimoine, nous sommes convaincus que nous pourrions profiter de la croissance à l'échelle mondiale dans ce marché », a déclaré M. Nixon.

Le bénéfice net du secteur **Services bancaires américains et internationaux** s'est accru de 5 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts aux États-Unis, laquelle reflète l'accroissement des activités et la prise en compte des acquisitions récentes de Flag Financial Corporation et des succursales de AmSouth Bank. La solide croissance des activités de *RBC Dexia Investor Services* a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, notamment la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et les coûts d'intégration constatés ce trimestre, ainsi que l'ouverture de nouvelles succursales.

« Nos mesures ciblées et nos efforts visant à assurer la croissance stratégique des activités du secteur Services bancaires américains et internationaux produisent des résultats que nous pouvons maintenir et sur lesquels nous pouvons construire », a déclaré M. Nixon.

Le bénéfice net du secteur **Marchés des Capitaux** a reculé de 64 millions de dollars ou 15 % par rapport aux résultats records constatés l'an dernier. Les revenus (majorés au montant imposable équivalent ⁽¹⁾) ont progressé de 5 millions de dollars comparativement à l'an dernier, en raison principalement de l'augmentation des activités de négociation de titres de participation et des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, de la prise en compte des acquisitions de RBC Carlin et de RBC Daniels effectuées récemment et de la hausse des commissions de syndication de prêts, facteurs qui ont été en grande partie neutralisés par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, lesquels ont atteint des niveaux presque records l'an dernier. Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 47 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, en raison de la prise en compte des acquisitions récentes et de la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, qui ont été neutralisées en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable. Le recouvrement de pertes sur créances a diminué de 18 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence défavorable sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling.

« Le secteur Marchés des Capitaux demeure un chef de file dans le marché canadien, et nous mettons à profit nos réussites aux États-Unis et à l'échelle mondiale », a déclaré M. Nixon.

Progrès relatifs à nos objectifs stratégiques

Au cours du deuxième trimestre de 2007, nous avons continué de réaliser des progrès afin de renforcer notre position de chef de file au Canada.

- Dans le cadre de notre approche « Le client avant tout », nous avons récemment annoncé le lancement d'une nouvelle gamme de comptes de dépôts personnels afin de récompenser nos clients de leur fidélité et d'attirer de nouveaux clients. Cette nouvelle gamme comprend le compte Épargne @ intérêt élevé RBC et le Rabais multiproduits.
- RBC Dominion valeurs mobilières a connu une première au sein de l'industrie, ses biens administrés ayant dépassé 150 milliards de dollars.
- RBC Gestion d'actifs s'est vu décerner le prix du « meilleur groupe de fonds » au Canada par Lipper, pour avoir obtenu le rendement ajusté en fonction du risque le plus élevé de tous les importants groupes de fonds sur une période de trois ans.
- RBC Assurances a remporté le prix d'excellence décerné par la Bank Insurance and Securities Association (BISA) pour son innovation et son leadership en matière de prestation de conseils, d'options et de solutions d'assurance à nos clients.

Aux États-Unis, nous avons maintenu notre engagement aux fins de l'accroissement de notre présence dans trois secteurs clés, soit les services bancaires, la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux.

- En ce qui concerne les services bancaires, nous avons continué de nous concentrer sur le renforcement de nos activités, de manière à servir notre clientèle composée de petites entreprises, de propriétaires d'entreprises et de professionnels dans le sud-est, et nous avons accru notre présence en Alabama en acquérant 39 succursales de AmSouth Bank.

(1) Se reporter à la page 47 de notre rapport annuel 2006 pour plus de détails.

- Au chapitre de la gestion de patrimoine, nous avons annoncé la conclusion d'un accord visant l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., une société fermée spécialisée dans les placements à revenu fixe pour particuliers. Cette acquisition, qui a été conclue le 18 mai, améliorera nos services existants de gestion de patrimoine aux États-Unis et elle élargit notre réseau de distribution dans les marchés clés du New Jersey, de la Pennsylvanie et de la Floride.
- En ce qui concerne les marchés des capitaux, nous avons annoncé la conclusion d'un accord visant l'acquisition de Seasongood & Mayer, LLC, afin de renforcer notre position comme une des principales entreprises de financement municipal aux États-Unis. Par ailleurs, nous avons élargi nos services de banque d'investissement américains dans le secteur de la consommation ainsi que dans les secteurs industriel et des soins de santé, afin d'accroître notre capacité à servir le marché milieu de gamme et les nouvelles sociétés en pleine croissance.

À l'échelle internationale, nous avons continué de renforcer notre position dans des marchés choisis et relativement à certains produits. Nos activités récentes témoignent de notre fort élan.

- RBC Marchés des Capitaux a agi à titre de coplaceur pour compte dans le cadre de l'émission d'obligations Feuille d'érable d'un montant de 2,5 milliards de dollars, soit la plus importante émission de ce genre jamais effectuée. Cette opération démontre l'important rôle que nos activités d'émission de titres d'emprunt à l'échelle mondiale jouent aux fins du maintien de notre position à titre de principal preneur ferme d'obligations Feuille d'érable.
- RBC Marchés des Capitaux a mené le montage de l'offre d'achat fructueuse de RREEF Infrastructure visant à acquérir les actifs portuaires du plus important exploitant de terminaux à conteneurs des ports de New York et du New Jersey. Cette opération fait suite à une opération analogue dans le cadre de laquelle nous avons agi à titre de chef de file, et elle renforce notre position de principal bailleur de fonds pour des infrastructures essentielles.
- Nous avons annoncé la signature d'un accord de coentreprise avec Fidelity Bank & Trust International Limited, une société dont le siège est établi à Nassau, qui a donné lieu à la création de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited. Cette opération élargit nos services financiers dans les Antilles, et elle nous donne un accès accru au secteur en pleine croissance des services bancaires d'investissement et des services-conseils aux grandes entreprises dans la région.
- Nous nous sommes classés comme l'une des 100 marques les plus puissantes au monde, selon la deuxième édition annuelle du sondage BrandZ effectué par Millward Brown Optimor. Nous sommes la première entreprise canadienne à figurer sur cette liste.
- Nous nous sommes classés en tête des 100 sociétés les plus vertes au monde, selon les recherches et l'analyse de 1 800 sociétés cotées en Bourse effectuées par Innovest Strategic Value Advisors et Corporate Knights. Le classement, qui a été publié dans l'édition internationale de la revue *Newsweek*, réunit les 100 sociétés du monde qui sont considérées comme les plus capables de s'adapter aux risques et aux débouchés que présente le changement climatique, comparativement à leurs homologues.

Rendement semestriel

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 2 773 millions de dollars, en hausse de 484 millions ou 21 %. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est chiffré à 2,12 \$, en hausse de 0,38 \$ ou 22 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires semestriel s'est élevé à 25,5 %, en hausse de 200 points de base. Ces résultats reflètent principalement notre élan solide au chapitre des activités bancaires et de gestion de patrimoine et des activités sur les marchés financiers, ainsi qu'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers constaté au cours de cette période. Les résultats l'an dernier tenaient compte de l'incidence défavorable des charges liées aux ouragans ainsi que de l'incidence favorable de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, facteurs qui ne se sont pas reproduits cette année. Les revenus se sont accrues de 1 285 millions de dollars ou 13 %, en raison principalement de la croissance élevée des prêts, des dépôts et des actifs liés aux services tarifés des clients, ainsi que de l'accroissement des revenus liés aux activités de montage de titres de participation et des revenus liés aux activités de négociation de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 536 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités, y compris

les acquisitions effectuées récemment, et à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable reflétant la solide croissance des revenus de la Gestion de patrimoine et des Marchés des Capitaux. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, résultat qui reflète principalement la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises au cours de la période considérée et la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances découlant en grande partie de la croissance des portefeuilles.

Progrès réalisés relativement aux objectifs établis pour 2007

Nous avons établi nos objectifs annuels pour 2007 à la fin de 2006, en fonction de nos perspectives économiques et commerciales. Pour l'exercice à ce jour, notre rendement s'aligne sur ces objectifs :

	Objectifs pour 2007	Rendement semestriel
1. Croissance du bénéfice dilué par action	10 %+	21,8 %
2. Levier d'exploitation (1)	> 3 %	3,6 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	25,5 %
4. Ratio du capital de première catégorie (2)	8 %+	9,3 %
5. Ratio de distribution	40 %–50 %	40 %

(1) Notre levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, compte non tenu des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées, des ajustements comptables liés aux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des revenus liés aux activités d'Assurance mondiale. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés aux activités d'Assurance mondiale. Ce levier constitue une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, il y a lieu de se reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Calculé selon les directives publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

La croissance de 21,8 % du bénéfice dilué par action pour l'exercice à ce jour et l'augmentation de 25,5 % du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se comparent favorablement à nos objectifs de croissance annuels énoncés, et elles reflètent le rendement solide de nos activités bancaires et de gestion de patrimoine. Notre levier d'exploitation semestriel s'est établi à 3,6 %, soit un résultat favorable par rapport à l'objectif annuel de plus de 3 % qui reflète la croissance des activités ainsi que la gestion efficace des coûts et les investissements à l'appui de notre croissance future. Notre situation de capital demeure solide, le ratio du capital de première catégorie s'étant chiffré à 9,3 %, soit un résultat de loin supérieur à l'objectif de plus de 8 %.

Comparativement au premier trimestre de 2007, le bénéfice net consolidé a reculé de 215 millions de dollars ou 14 %, et le bénéfice dilué par action a diminué de 0,16 \$ ou 14 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,5 %, par rapport à 27,3 %. Cette diminution reflète en grande partie la baisse des revenus liés aux activités d'assurance et aux activités de négociation ce trimestre. Les résultats liés aux activités d'assurance ont diminué par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement les résultats techniques défavorables au chapitre de l'invalidité constatés ce trimestre; par ailleurs, les résultats du trimestre précédent tenaient compte de l'incidence favorable d'un ajustement au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers et des ajustements de la provision actuarielle nette. Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe ont reculé par rapport aux niveaux records constatés au premier trimestre. Les facteurs saisonniers, notamment le fait que le deuxième trimestre compte moins de jours que le premier trimestre, l'incidence des acquisitions effectuées récemment, y compris les coûts d'intégration, et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance solide des prêts et des dépôts, par l'accroissement des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition et par le règlement favorable d'une vérification fiscale ce trimestre. Au 30 avril 2007, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, en hausse par rapport à 9,2 % à la fin du trimestre précédent. Le ratio du capital total était de 11,7 %, en hausse de 50 points de base comparativement à 11,2 % au trimestre précédent.

« Je suis satisfait de notre rendement au deuxième trimestre et des efforts que nous avons déployés afin de maintenir notre solide rendement financier, d'améliorer notre part de marché et d'accroître nos activités tout en intensifiant notre engagement envers nos clients, a déclaré M. Nixon. J'aimerais reconnaître l'apport exceptionnel de nos employés ce trimestre et remercier tous nos clients de continuer de choisir RBC. »

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 janvier 2007. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2006 aux actionnaires (rapport annuel 2006). Ce rapport de gestion est daté du 25 mai 2007, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens. En date du 31 octobre 2006, RBC Mortgage Company avait cédé pratiquement tous les actifs et obligations restants, et ses résultats ne sont plus présentés séparément dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes précédentes correspondantes.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2006, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2007, ainsi que les stratégies concernant la réalisation de nos objectifs, de même que les déclarations concernant nos opinions, perspectives, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques, tant généraux que bien précis, qui entraînent la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque opérationnel et d'autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et la livre sterling; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; la réussite de la mise en œuvre de notre stratégie; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques

et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations concernant les provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés. Les autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs comprennent notamment : l'élaboration réussie et opportune de nouveaux produits et services; l'expansion fructueuse et le développement de canaux de distribution et la réalisation de revenus à la hausse tirés de ces canaux; les activités sur les marchés financiers mondiaux; les changements technologiques et notre dépendance envers des tiers aux fins de la fourniture des composantes de notre infrastructure commerciale; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de maladies entraînant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, ou de perturbations touchant l'infrastructure publique, y compris les transports, les communications et l'alimentation en électricité et en eau; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux ou d'autres développements politiques, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; la mesure dans laquelle nous prévoyons et réussissons à gérer les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque du présent rapport, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs dans le rapport annuel 2006.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans 34 pays partout dans le monde.

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois anciens secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont été remplacés par quatre nouveaux secteurs : Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine, Services bancaires américains et internationaux et Marchés des Capitaux. Nous avons révisé l'information financière sectorielle historique des exercices précédents afin de tenir compte de ce changement. De plus amples renseignements sont fournis à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Faits saillants financiers

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	5 669 \$	5 698 \$	5 122 \$	11 367 \$	10 082 \$
Frais autres que d'intérêt	3 148	3 067	2 928	6 215	5 679
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	162	124	350	171
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	677	516	619	1 193	1 271
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 656	1 953	1 451	3 609	2 961
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 279	1 494	1 128	2 773	2 300
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(10)	–	(11)
Bénéfice net	1 279 \$	1 494 \$	1 118 \$	2 773 \$	2 289 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	0,99 \$	1,16 \$	0,86 \$	2,15 \$	1,77 \$
Bénéfice par action – dilué	0,98 \$	1,14 \$	0,85 \$	2,12 \$	1,74 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	23,5 %	27,3 %	23,0 %	25,5 %	23,5 %
Rendement du capital de risque (2)	35,2 %	41,6 %	35,7 %	38,4 %	36,8 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,35 %	1,33 %	1,34 %	1,34 %	1,37 %
Ratios de capital (4)					
Ratio du capital de première catégorie	9,3 %	9,2 %	9,5 %	9,3 %	9,5 %
Ratio du capital total	11,7 %	11,2 %	12,5 %	11,7 %	12,5 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	589 076 \$	571 615 \$	502 893 \$	589 076 \$	502 893 \$
Valeurs mobilières	198 509	196 851	163 991	198 509	163 991
Prêts à la consommation	156 356	151 867	140 998	156 356	140 998
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	69 293	67 851	57 583	69 293	57 583
Dépôts	372 728	365 606	322 787	372 728	322 787
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	21 950	21 450	19 700	21 650	19 500
Moyenne du capital de risque (2)	14 650	14 100	12 700	14 350	12 400
Actif ajusté en fonction des risques (4)	243 765	242 290	210 965	243 765	210 965
Biens sous gestion	159 000	157 700	132 200	159 000	132 200
Biens administrés – RBC	560 900	561 200	498 100	560 900	498 100
– RBC Dexia IS (5)	2 119 000	2 050 000	1 832 100	2 119 000	1 832 100
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 272 212	1 274 354	1 282 694	1 273 419	1 283 436
– moyenne (diluée)	1 288 415	1 293 085	1 301 645	1 290 808	1 303 106
– à la fin	1 275 327	1 275 950	1 286 064	1 275 327	1 286 064
Dividendes déclarés par action	0,46 \$	0,40 \$	0,36 \$	0,86 \$	0,68 \$
Rendement de l'action	3,3 %	3,0 %	3,0 %	3,1 %	2,9 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	57,82 \$	54,60 \$	47,84 \$	57,82 \$	47,84 \$
Capitalisation boursière (TSX)	73 739	69 667	61 525	73 739	61 525
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	63 493	62 755	59 206	63 493	59 206
Nombre de succursales	1 515	1 467	1 424	1 515	1 424
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 333	4 273	4 272	4 333	4 272
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (6)	0,874	0,861	0,877	0,867	0,871
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,901	0,850	0,894	0,901	0,894

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque sont des mesures hors PCGR. Plus de détails et un rapprochement des données sont présentés à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Calculé selon les directives publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 31 mars 2007, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés

La croissance économique au Canada s'est accélérée ce trimestre, en raison des dépenses de consommation élevées, d'un marché du travail serré, des hausses salariales et des dépenses importantes des entreprises. L'économie aux États-Unis a ralenti durant la période, résultat qui tient surtout à la correction continue du marché de l'habitation. L'économie mondiale a augmenté à un rythme solide au cours de la période, ce qui a généré des conditions favorables pour le secteur financier.

En Amérique du Nord, la croissance du crédit est restée bonne, mais la qualité du crédit a diminué légèrement. Les conditions sur les marchés financiers mondiaux ont été mixtes. Bien que les activités de fusion et d'acquisition et les émissions de nouveaux titres de participation soient demeurées élevées, les conditions liées aux activités de négociation ont subi les contrecoups de la détérioration du marché des prêts immobiliers à risque aux États-Unis. L'augmentation des volumes de prêts aux grandes entreprises s'est poursuivie, et les écarts de taux ont augmenté de façon modérée.

Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 279 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007, en hausse de 161 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,98 \$, en hausse de 15 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 23,5 %, par rapport à 23,0 % l'an dernier. Cette croissance est en grande partie attribuable au rendement solide de la plupart des activités bancaires et de gestion de patrimoine, et elle reflète l'augmentation des soldes et des volumes de clients. Elle a été contrebalancée en partie par la baisse des résultats liés aux activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, qui ont atteint des niveaux records à l'exercice précédent, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Nos résultats sont attribuables à la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, y compris nos acquisitions, ainsi qu'à nos mesures efficaces de compression des coûts. Ces résultats s'expliquent également par une conjoncture et des conditions de marché généralement favorables, par les niveaux d'emploi élevés et par les hausses salariales. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,3 %, en baisse par rapport à 9,5 % l'an dernier. Le ratio du capital total s'est chiffré à 11,7 %, en baisse de 80 points de base comparativement à 12,5 % l'an dernier.

Comparativement au premier semestre de 2006, le bénéfice net semestriel s'est établi à 2 773 millions de dollars, en hausse de 484 millions ou 21 %. Le bénéfice dilué par action semestriel s'est chiffré à 2,12 \$, en hausse de 0,38 \$ ou 22 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires semestriel s'est élevé à 25,5 %, en hausse de 200 points de base. Ces résultats reflètent principalement notre élan solide au chapitre des activités bancaires et de gestion de patrimoine et des activités sur les marchés financiers, ainsi que l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers constaté au cours de la période. Les résultats l'an dernier tenaient compte de l'incidence défavorable des charges liées aux ouragans et de l'incidence favorable de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, facteurs qui ne se sont pas reproduits au cours de l'exercice considéré. Les revenus se sont accrus de 1 285 millions de dollars ou 13 %, en raison principalement de la croissance élevée des prêts, des dépôts et des actifs liés aux services tarifés des clients, ainsi que de l'accroissement des activités de montage de titres de participation et des revenus à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 536 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités, y compris les acquisitions effectuées récemment, et à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable reflétant la croissance solide des revenus de la Gestion de patrimoine et des Marchés des Capitaux. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, résultat qui reflète principalement la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises au cours de la période et la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances découlant de la croissance des portefeuilles.

Rendement par rapport aux objectifs pour 2007

Depuis le début de l'exercice, notre rendement s'aligne sur nos objectifs pour 2007, lesquels sont détaillés à la page 32 de notre rapport annuel 2006.

Comparativement au premier trimestre de 2007, le bénéfice net a reculé de 215 millions de dollars ou 14 %, et le bénéfice dilué par action a diminué de 0,16 \$ ou 14 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,5 %, par rapport à 27,3 %. Cette diminution reflète en grande partie la baisse des revenus liés aux activités d'assurance et aux activités de négociation ce trimestre. Les résultats liés aux activités d'assurance ont diminué par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement les résultats techniques défavorables au chapitre de l'invalidité constatés ce trimestre, les résultats du trimestre précédent tenant compte de l'incidence favorable d'un ajustement au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers et des ajustements de la provision actuarielle nette. Les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe ont reculé par rapport aux niveaux records constatés au premier trimestre. Les facteurs saisonniers, notamment le fait que le deuxième trimestre compte moins de jours que le premier trimestre, l'incidence des acquisitions effectuées récemment, y compris les coûts d'intégration, et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance solide des prêts et des dépôts, par l'accroissement des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition et par le règlement favorable d'une vérification fiscale ce trimestre. Au 30 avril 2007, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, en hausse par rapport à 9,2 % à la fin du trimestre précédent. Le ratio du capital total était de 11,7 %, en hausse de 50 points de base comparativement à 11,2 % au trimestre précédent.

Principaux événements de l'exercice 2007

Flag Financial Corporation (Flag) : Le 8 décembre 2006, RBC Centura a conclu l'acquisition de Flag et porté son réseau de succursales à plus de 50 en Géorgie, un État qui constitue un marché de croissance clé.

Carlin Financial Group : Le 3 janvier 2007, le secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Carlin Financial Group, rebaptisée RBC Carlin. Grâce à cette acquisition, Marchés des Capitaux bénéficiera d'une plateforme technologique évoluée qui sera utile aux gestionnaires de fonds de couverture, aux courtiers et aux institutions financières.

Daniels & Associates, L.P. : Le 10 janvier 2007, le secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Daniels & Associates, L.P., rebaptisée RBC Daniels, une importante société de services-conseils en matière de fusion et d'acquisition aux États-Unis dans les secteurs de la câblodistribution, des télécommunications, de la radiodiffusion et des services Internet. Cette acquisition continue de renforcer notre présence aux États-Unis et à l'échelle mondiale.

Succursales de AmSouth Bank (AmSouth) : Le 9 mars 2007, RBC Centura a conclu l'acquisition de 39 succursales de AmSouth Bank situées en Alabama, opération qui lui a permis de pénétrer le marché dans cet État.

Coentreprise de services bancaires d'investissement : Le 17 avril 2007, nous avons annoncé la signature d'un accord ferme de coentreprise aux termes duquel nous acquerrons une participation de 50 % dans

Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas. L'opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris l'approbation des organismes de réglementation, et elle devrait être menée à terme au cours des deux prochains mois.

Seasongood & Mayer, LLC : Le 30 avril 2007, le secteur Marchés des Capitaux a annoncé la conclusion d'un accord visant l'acquisition de Seasongood & Mayer, LLC, afin de renforcer notre position comme une des principales plateformes de financement municipal aux États-Unis. Cette opération est assujettie aux conditions de clôture habituelle, y compris les approbations réglementaires, et elle devrait être menée à terme au troisième trimestre.

J.B. Hanauer & Co. : Le 18 mai 2007, RBC Dain Rauscher a conclu l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., qui lui permettra d'accroître sa présence au New Jersey, en Pennsylvanie et en Floride.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers publiées par l'Institut

Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Selon ces normes, une plus grande partie des postes figurant au bilan consolidé doit être évaluée à la juste valeur. Sauf en ce qui concerne les titres du compte de placement et les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers, les variations de la juste valeur des éléments visés du bilan au cours de la période considérée sont inscrites dans les résultats au cours de la période où elles se produisent. Les variations de la juste valeur des titres du compte de placement et des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers sont inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, un nouvel élément du poste Capitaux propres. Les normes fournissent également de nouvelles directives sur la comptabilisation des dérivés désignés dans des relations de couverture.

Le tableau suivant illustre l'incidence de l'adoption des nouvelles normes sur nos états consolidés des résultats. De plus amples renseignements sur les nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers sont fournis aux notes 1 et 2 des Notes complémentaires.

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2007	
(en millions de dollars canadiens)				Secteurs touchés de façon importante
Revenu net d'intérêt	18 \$	– \$	18 \$	Services bancaires canadiens
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	55 \$	(70) \$	(15) \$	Services bancaires canadiens
Revenus liés aux activités de négociation	7	8	15	Marchés des Capitaux
Autres	10	17	27	Gestion de patrimoine
Autres	(3)	8	5	Services de soutien généraux
Total des revenus	87 \$	(37) \$	50 \$	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	58	(69)	(11)	Services bancaires canadiens
Bénéfice net	19 \$	22 \$	41 \$	

Services bancaires canadiens

Au cours du trimestre, nous avons constaté un revenu net d'intérêt de 18 millions de dollars, résultat qui reflète l'application de la méthode des intérêts effectifs au portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels pour le semestre terminé le 30 avril 2007. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons comptabilisé un gain de 55 millions de dollars au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires, relativement aux variations de la juste valeur des titres garantissant les activités d'assurances vie et maladie. Nous avons choisi de désigner ces titres comme des titres de transaction afin de réduire au minimum la volatilité du bénéfice net découlant de l'évaluation des obligations au titre des activités d'assurance. Ces gains ont été grandement contrebalancés par une augmentation correspondante de 58 millions de dollars des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, nous avons comptabilisé une perte de 15 millions de dollars à l'égard des primes d'assurance, revenu de placement et honoraires, qui a été largement neutralisée par une réduction correspondante de 11 millions des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Marchés des Capitaux

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons constaté un gain de 7 millions de dollars dans les revenus liés aux activités de négociation, en raison de l'augmentation nette des justes valeurs des divers portefeuilles de négociation, qui étaient évalués au coût non amorti auparavant.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, nous avons constaté un gain de 15 millions de dollars.

Gestion de patrimoine

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons comptabilisé un gain de change de 10 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt – autres, relativement aux dépôts ayant servi à financer certains titres du compte de placement libellés en devises, de manière à réduire le risque lié aux variations des taux de change. La perte de change correspondante liée aux titres du compte de placement a été inscrite dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, nous avons comptabilisé un gain de change de 27 millions de dollars sur ces dépôts, et nous avons constaté une perte de change correspondante relativement à ces titres du compte de placement au poste Cumul des autres éléments du résultat étendu.

Services de soutien généraux

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons constaté une perte de 11 millions de dollars au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres relativement à certains billets structurés désignés comme des passifs détenus à des fins de transaction en vertu des nouvelles normes, laquelle a été neutralisée par un gain de 8 millions sur les dérivés connexes.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, nous avons constaté un gain de 10 millions de dollars sur les billets structurés désignés comme des passifs, et une perte de 5 millions sur les dérivés connexes.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

Le taux de change moyen du dollar canadien est demeuré relativement stable par rapport à celui du trimestre de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une diminution de 3 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, mais n'a eu aucune incidence sur notre bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change moyen du dollar canadien est demeuré relativement stable par rapport à celui du premier semestre de 2006, ce qui a donné lieu à une augmentation de 2 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, mais n'a eu aucune incidence sur notre bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 1,5 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a entraîné une baisse de 22 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé

en dollars américains et une diminution de 0,02 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Éléments particuliers

À partir du premier trimestre de 2007, des montants ne sont plus classés à titre d'éléments particuliers. Pour des détails sur les éléments qui étaient considérés comme des éléments particuliers à l'exercice 2006, il y a lieu de se reporter à notre rapport annuel 2006.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Intérêts créditeurs	6 747 \$	6 444 \$	5 257 \$	13 191 \$	10 235 \$
Intérêts débiteurs	4 846	4 577	3 640	9 423	6 936
Revenu net d'intérêt	1 901 \$	1 867 \$	1 617 \$	3 768 \$	3 299 \$
Services de placement (1)	1 093 \$	1 047 \$	989 \$	2 140 \$	1 867 \$
Activités d'assurance (2)	855	820	806	1 675	1 664
Activités de négociation	575	803	724	1 378	1 271
Services bancaires (3)	684	649	510	1 333	1 101
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	319	288	259	607	478
Autres (4)	242	224	217	466	402
Revenus autres que d'intérêt	3 768 \$	3 831 \$	3 505 \$	7 599 \$	6 783 \$
Total des revenus	5 669 \$	5 698 \$	5 122 \$	11 367 \$	10 082 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	(31)\$	(151)\$	(138)\$	(182)\$	(220)\$
Revenus autres que d'intérêt liés aux activités de négociation	575	803	724	1 378	1 271
Total des revenus tirés des activités de négociation	544 \$	652 \$	586 \$	1 196 \$	1 051 \$

(1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion de cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les autres revenus autres que d'intérêt, le gain ou la perte à la vente de titres et les activités de titrisation.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le total des revenus a augmenté de 547 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance solide des activités bancaires et de gestion de patrimoine, qui reflète la forte croissance des prêts et des dépôts ainsi que l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients. La croissance des activités tient à la mise en œuvre fructueuse de nos activités visant la croissance et à la poursuite de nos activités d'expansion, y compris nos acquisitions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, lesquels ont atteint des niveaux presque records l'an dernier.

Le *revenu net d'intérêt* s'est accru de 284 millions de dollars ou 18 %, résultat qui tient essentiellement à la croissance élevée des prêts et des dépôts, aux ajustements de reclassement constatés l'an dernier dans le secteur Marchés des Capitaux et à la hausse des revenus liés aux activités de négociation découlant de l'accroissement des activités. La marge nette d'intérêt s'est élevée à 1,35 %, en hausse de 1 point de base par rapport à l'an dernier.

Les revenus liés aux *activités de placement* ont progressé de 104 millions de dollars ou 11 %, en raison principalement de la croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète les nouvelles ventes, l'appréciation du capital ainsi que le recrutement de conseillers chevronnés. La hausse des honoraires liés aux fonds communs de placement découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital et l'amélioration des volumes de transactions effectuées par des clients s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 49 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence favorable des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 6 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis découlant de la faiblesse relative des taux d'intérêt, qui a été largement neutralisée par la croissance de nos activités de réassurance ainsi que par l'accroissement de nos activités au pays. Un rapprochement des revenus liés aux *activités d'assurance*, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments

financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont diminué de 149 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt tirés des activités de négociation) s'est établi à 544 millions de dollars, en baisse de 42 millions ou 7 % comparativement à l'an dernier. La baisse reflète la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe par rapport aux niveaux presque records constatés l'an dernier, résultat neutralisé en partie par l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 174 millions de dollars ou 34 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des frais de gestion de cartes, laquelle découle des soldes élevés des comptes des clients et de l'accroissement du nombre de transactions et de comptes. La hausse des frais bancaires, l'accroissement des activités de syndication de prêts et l'amélioration de revenus de change attribuable aux volumes accrus des transactions ont également contribué à l'augmentation. Les résultats l'an dernier tenaient compte d'un ajustement visant à augmenter le passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, aucun ajustement à ce titre n'ayant été constaté ce trimestre.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 60 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada.

Les *autres revenus* se sont accrus de 25 millions de dollars ou 12 %, résultat qui tient essentiellement aux gains liés aux activités de titrisation et au gain de change sur certains dépôts découlant de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers. Les résultats l'an dernier tenaient compte des pertes liées à l'évaluation à la juste valeur des dérivés liés à certaines couvertures économiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réception de frais liés à la résiliation d'un accord l'an dernier, aucuns frais de ce genre n'ayant été constatés ce trimestre, ainsi que par la diminution des gains et des distributions sur les placements privés ce trimestre.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le total des revenus a progressé de 1 285 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine ainsi que des activités sur les marchés financiers. Cette augmentation tient principalement à la forte croissance des prêts et des dépôts et à l'accroissement des actifs liés aux services tarifés des clients, ainsi qu'à la hausse des revenus liés aux activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada et aux activités de négociation de titres de participation. Les résultats de la période ont aussi été touchés par un ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 469 millions de dollars ou 14 %, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance des prêts et des dépôts, aux ajustements de reclassement constatés l'an dernier dans le secteur Marchés des Capitaux, et à la hausse des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'accroissement des activités. La marge nette d'intérêt s'est élevée à 1,34 %, en baisse de 3 points de base par rapport à l'an dernier.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 273 millions de dollars ou 15 %, en raison principalement de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés dans tous les secteurs d'activité, ainsi que de la hausse continue des honoraires liés aux fonds communs de placement découlant des ventes et de l'appréciation du capital.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 11 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 26 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable à la croissance de nos activités de réassurance, ainsi qu'à l'accroissement de nos activités au pays. Ces facteurs ont été largement neutralisés par la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, laquelle reflète la faiblesse relative des taux d'intérêt, ainsi que par le recul des revenus tirés des activités de réassurance contre les catastrophes, qui tient au fait que nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités.

Frais autres que d'intérêt

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
(en millions de dollars canadiens)					
Salaires	907 \$	890 \$	797 \$	1 797 \$	1 579 \$
Rémunération variable	804	791	751	1 595	1 413
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	295	294	284	589	565
Rémunération à base d'actions	43	58	38	101	106
Ressources humaines	2 049 \$	2 033 \$	1 870 \$	4 082 \$	3 663 \$
Autres charges	1 099	1 034	1 058	2 133	2 016
Frais autres que d'intérêt	3 148 \$	3 067 \$	2 928 \$	6 215 \$	5 679 \$

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 220 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement du personnel ayant un contact direct avec les clients et de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'amélioration des revenus tirés des commissions dans le secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation tient également à la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, notamment l'incidence des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis au sein de nos secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires américains et internationaux, à l'augmentation du nombre de nouvelles succursales au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'aux coûts d'intégration liés aux acquisitions constatés ce trimestre.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 536 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement du personnel ayant un contact direct avec les clients et de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré de la Gestion de patrimoine et des Marchés des Capitaux. Les autres coûts ont également augmenté en raison de nos ini-

tiatives tirées des *activités de négociation* ont progressé de 107 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt tirés des activités de négociation) s'est établi à 1 196 millions de dollars, en hausse de 145 millions ou 14 % comparativement à l'an dernier. L'augmentation reflète la hausse des revenus tirés des activités de négociation, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 232 millions de dollars ou 21 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des frais de gestion de cartes, laquelle découle des soldes élevés des comptes des clients et de l'accroissement du nombre de transactions et des volumes. La hausse des frais bancaires, l'augmentation des revenus de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions et la hausse des commissions de crédit attribuable à l'accroissement des activités de syndication de prêts ont également contribué à l'augmentation. Les résultats l'an dernier tenaient compte d'un ajustement visant à augmenter le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, aucun passif de ce genre n'ayant été constaté ce trimestre.

Les *autres* revenus se sont accrus de 64 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement des gains liés aux activités de titrisation et de l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réception de frais liés à la résiliation d'un accord l'an dernier.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le total des revenus a reculé de 29 millions de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, ainsi que de facteurs saisonniers tels que le fait que le deuxième trimestre compte moins de jours que le premier trimestre et la baisse des dépenses de consommation ce trimestre. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la croissance solide des prêts et des dépôts, par l'augmentation des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition et par la prise en compte des acquisitions effectuées récemment.

tiatives visant la croissance, notamment l'augmentation du nombre de succursales découlant des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis et l'expansion des nouvelles succursales au Canada et aux États-Unis, ainsi que des coûts d'intégration liés aux acquisitions constatés au cours de la période.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 81 millions de dollars ou 3 %, comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation de l'effectif, ainsi que les coûts supplémentaires liés aux locaux, qui tiennent principalement à la prise en compte des acquisitions effectuées aux États-Unis récemment. La hausse des frais au titre de la rémunération variable imputable à la hausse des revenus tirés des commissions dans le secteur Gestion de patrimoine, l'augmentation saisonnière des frais de marketing et de publicité et la hausse des coûts liés à nos initiatives visant la croissance ce trimestre, y compris les coûts d'intégration liés aux acquisitions, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus tirés des activités de négociation et de la réduction de la rémunération à base d'actions.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Prêts hypothécaires résidentiels	1 \$	2 \$	2 \$	3 \$	4 \$
Prêts aux particuliers	96	91	85	187	160
Prêts sur cartes de crédit	59	49	43	108	87
Prêts à la consommation	156 \$	142 \$	130 \$	298 \$	251 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	39	20	(4)	59	(23)
Dotations aux provisions spécifiques	195 \$	162 \$	126 \$	357 \$	228 \$
Dotation à la provision générale	(7)	—	(2)	(7)	(57)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188 \$	162 \$	124 \$	350 \$	171 \$
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,35 %	0,29 %	0,26 %	0,32 %	0,23 %

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 64 millions de dollars ou 52 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, laquelle reflète essentiellement la croissance des portefeuilles. La hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises reflétant l'augmentation du nombre de prêts douteux et la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises ce trimestre ont également contribué à l'augmentation.

Le ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, qui tend à retrouver un niveau plus normal, s'est accru comparativement à l'an dernier, principalement en raison de l'augmentation du nombre de prêts douteux à l'égard de nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises ce trimestre.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 179 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Cette augmentation

est en grande partie imputable à la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises constatée au cours de la période, et à la contrepassation, l'an dernier, d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, qui reflète principalement la croissance des portefeuilles, et l'augmentation des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui s'explique par l'augmentation du nombre de prêts douteux, ont également contribué à l'augmentation.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 26 millions de dollars ou 16 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation reflète principalement l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises, ainsi que la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises ce trimestre. L'augmentation des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit ce trimestre, laquelle reflète essentiellement des facteurs saisonniers, a également contribué à l'augmentation.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	524 \$	369 \$	491 \$	893 \$	1 011 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	153	147	128	300	260
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	677 \$	516 \$	619 \$	1 193 \$	1 271 \$

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 58 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance sont demeurés inchangés par rapport à l'an dernier. La hausse des coûts reflétant la forte croissance de nos activités de réassurance et de nos activités au pays et l'accroissement des coûts découlant des résultats techniques au chapitre de l'invalidité ont été en grande partie neutralisés par l'incidence de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. Un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 78 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et les charges liées aux ouragans

constatées l'an dernier, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 6 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Le recul est en grande partie attribuable à la diminution des ventes de rentes aux États-Unis au cours de la période et au niveau plus élevé d'ajustements favorables de la provision actuarielle nette. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liée à la forte croissance de nos activités de réassurance.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 161 millions de dollars ou 31 % par rapport au trimestre précédent. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 34 millions de dollars ou 6 % comparativement au trimestre précédent. Cette augmentation reflète principalement les résultats techniques défavorables au chapitre de l'invalidité constatés ce trimestre ainsi que les ajustements favorables accrus de la provision actuarielle nette comptabilisés au trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse, ce trimestre, des dépôts liés aux polices d'assurance et des revenus de placement sur les titres de participation qui garantissent les polices d'assurance-vie universelle.

Charge d'impôts

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2007	2007	2006	2007	2006
Bénéfice net avant impôts	1 656 \$	1 953 \$	1 451 \$	3 609 \$	2 961 \$
Charge d'impôts	353	435	348	788	680
Taux d'imposition effectif (1)	21,3 %	22,3 %	24,0 %	21,8 %	23,0 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

La charge d'impôts a augmenté de 5 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, en dépit de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 % ce trimestre, soit un résultat favorable par rapport à 24,0 % l'an dernier. La baisse du taux d'imposition effectif ce trimestre tient en grande partie à la contrepassation de montants passés en charges dans les exercices précédents, en raison du règlement favorable d'une vérification fiscale.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

La charge d'impôts s'est accrue de 108 millions de dollars ou 16 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,8 % au cours de cette période, soit un résultat favorable par rapport à 23,0 % l'an dernier. La baisse du taux d'imposition effectif tient en

grande partie à la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles et par le bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). Les résultats des deux périodes ont été touchés favorablement par la contrepassation de montants passés en charges dans les exercices précédents, en raison du règlement favorable de vérifications fiscales.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

La charge d'impôts a diminué de 82 millions de dollars ou 19 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 % ce trimestre, soit un résultat favorable par rapport à 22,3 % au trimestre précédent, la baisse étant principalement attribuable à la contrepassation, ce trimestre, de montants passés en charges dans les exercices précédents, en raison du règlement favorable d'une vérification fiscale.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2007				Pour le trimestre terminé le							
					31 janvier 2007				30 avril 2006			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	3 635 \$	1 291 \$	743 \$	5 669 \$	3 711 \$	1 166 \$	821 \$	5 698 \$	3 256 \$	1 173 \$	693 \$	5 122 \$
Bénéfice net	827 \$	205 \$	247 \$	1 279 \$	923 \$	225 \$	346 \$	1 494 \$	680 \$	201 \$	237 \$	1 118 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre terminé le				Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2007				30 avril 2006			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	7 346 \$	2 457 \$	1 564 \$	11 367 \$	6 564 \$	2 280 \$	1 238 \$	10 082 \$
Bénéfice net	1 750 \$	430 \$	593 \$	2 773 \$	1 547 \$	372 \$	370 \$	2 289 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2006.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net au Canada s'est chiffré à 827 millions de dollars, en hausse de 147 millions ou 22 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement aux résultats solides tirés de la plupart de nos activités bancaires et de gestion de patrimoine au pays, ainsi qu'au règlement favorable d'une vérification fiscale ce trimestre. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances provenant essentiellement de la croissance du portefeuille.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 205 millions de dollars, en hausse de 4 millions ou 2 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine et la contrepassation, ce trimestre, d'un montant d'impôts passé en charges précédemment. Les résultats au dernier exercice comprenaient une perte nette de 10 millions de dollars liée aux activités abandonnées. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par la baisse des résultats liés aux activités de négociation des titres à revenu fixe par rapport aux niveaux presque records comptabilisés l'an dernier, par les coûts d'intégration liés aux récentes acquisitions et par la diminution des recouvrements de pertes sur créances.

Le bénéfice net des autres pays, qui s'est établi à 247 millions de dollars, a progressé de 10 millions ou 4 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la forte croissance des prêts et des dépôts et l'accroissement des actifs liés aux services tarifés des clients s'inscrivant dans le cadre de nos services de gestion privée et services à la grande entreprise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des résultats liés aux activités de négociation des titres à revenu fixe.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est établi à 1 750 millions de dollars, en hausse de 203 millions ou 13 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète en grande partie notre solide élan au chapitre de la totalité des activités au pays. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises cette année et par la contrepassation, l'an dernier, d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 430 millions de dollars, en hausse de 58 millions ou 16 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la croissance de nos activités bancaires et de gestion de patrimoine ainsi que les résultats à la hausse liés aux activités de négociation. L'augmentation tient aussi à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises au cours de l'exercice considéré, ainsi que par les coûts d'intégration liés aux acquisitions effectuées récemment.

Le bénéfice net des autres pays, qui s'est établi à 593 millions de dollars, a progressé de 223 millions ou 60 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage de titres de participation et de prêts, ainsi que de la croissance de nos services de gestion privée à l'échelle internationale et de RBC Dexia IS. L'augmentation tient également aux charges liées aux ouragans constatées l'an dernier et à la constatation, ce trimestre, d'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 827 millions de dollars, en baisse de 96 millions ou 10 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse reflète les résultats techniques défavorables au chapitre de l'invalidité ce trimestre, la baisse des résultats liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, ainsi que les facteurs saisonniers, notamment le fait que le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que le premier trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités de gestion de patrimoine, l'augmentation des activités de montage et la hausse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 205 millions de dollars, en baisse de 20 millions ou 9 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, les facteurs saisonniers, notamment le fait que le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que le premier trimestre, les

coûts d'intégration liés à nos récentes acquisitions, la baisse des résultats liés aux activités de négociation des titres à revenu fixe et l'effet favorable de la contrepassation, au trimestre précédent, d'un montant d'impôts passé en charges précédemment. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des activités de montage de titres de participation et des activités de négociation de titres de participation.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 247 millions de dollars, en baisse de 99 millions ou 29 % par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement la constatation, au trimestre précédent, d'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers, ainsi que la baisse des résultats liés aux activités de négociation ce trimestre essentiellement en ce qui a trait à nos activités de négociation de titres à revenu fixe. Les résultats techniques à la hausse à l'égard de nos activités de réassurance ce trimestre expliquent également une partie de la diminution.

Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché. De plus amples renseignements sont fournis à la page 43 de notre rapport annuel 2006.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les neuf derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2007		2006				2005		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	1 901 \$	1 867 \$	1 731 \$	1 766 \$	1 617 \$	1 682 \$	1 763 \$	1 663 \$	1 668 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 768	3 831	3 618	3 440	3 505	3 278	3 033	3 266	3 018
Total des revenus	5 669 \$	5 698 \$	5 349 \$	5 206 \$	5 122 \$	4 960 \$	4 796 \$	4 929 \$	4 686 \$
Frais autres que d'intérêt	3 148	3 067	2 955	2 861	2 928	2 751	3 310	2 732	2 661
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	162	159	99	124	47	103	128	116
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	677	516	611	627	619	652	740	681	622
Charges liées au réaligement de l'entreprise	—	—	—	—	—	—	40	1	2
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 656 \$	1 953 \$	1 624 \$	1 619 \$	1 451 \$	1 510 \$	603 \$	1 387 \$	1 285 \$
Impôts sur les bénéfices	353	435	342	381	348	332	90	392	353
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	24	24	19	44	(25)	6	(30)	(6)	16
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$	543 \$	1 001 \$	916 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	—	—	(1)	(17)	(10)	(1)	(21)	(22)	(9)
Bénéfice net	1 279 \$	1 494 \$	1 262 \$	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$	907 \$
Bénéfice par action – de base	0,99 \$	1,16 \$	0,97 \$	0,91 \$	0,86 \$	0,90 \$	0,40 \$	0,75 \$	0,70 \$
– dilué	0,98 \$	1,14 \$	0,96 \$	0,90 \$	0,85 \$	0,89 \$	0,39 \$	0,74 \$	0,69 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (1)	0,874	0,861	0,897	0,896	0,877	0,865	0,850	0,810	0,811
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,901	0,850	0,890	0,884	0,894	0,878	0,847	0,817	0,795

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Analyse des tendances

Au cours des six derniers trimestres, notre bénéfice net consolidé a systématiquement dépassé le milliard de dollars. Ce résultat tient en grande partie à l'augmentation générale des revenus dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Cette tendance positive a été partiellement neutralisée par la baisse de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises, en raison du raffermissement du dollar canadien comparativement au dollar américain en 2006 par rapport à 2005. Le taux de change du dollar canadien s'est amélioré au deuxième trimestre de 2007.

Nos résultats ont également été touchés par l'acquisition et la cession de certaines activités. En outre, RBC Mortgage a été classée dans les activités abandonnées au deuxième trimestre de 2005, et certains actifs

de RBC Mortgage ont été vendus au quatrième trimestre de 2005. Au quatrième trimestre de 2005, nous avons comptabilisé, outre les charges constatées en 2004, une charge supplémentaire de 40 millions de dollars liée au réaligement des activités poursuivies.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté au cours de la période, situation qui s'explique principalement par la hausse des frais au titre de la rémunération variable résultant du rendement amélioré des activités ainsi que de l'augmentation des coûts engagés pour soutenir nos initiatives de croissance, sauf au quatrième trimestre de 2005, lorsque nous avons comptabilisé une provision relative à Enron.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable, mais elle a augmenté au cours de la période, en raison principalement de la croissance des prêts. La diminution de la

dotation à la provision au premier trimestre de 2006 tenait principalement à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, en raison de la qualité élevée du crédit de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Les résultats à la hausse aux trimestres les plus récents tiennent à l'augmentation des provisions liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises, qui traduit en partie la croissance des prêts et de la diminution des recouvrements sur les prêts aux grandes entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison des résultats techniques, des ajustements actuariels et de l'incidence des marchés financiers sur les titres garantissant les fonds des titulaires de polices d'assurance-vie universelle. Également, les charges liées aux ouragans ont influé sur les résultats du premier trimestre de 2006 et du quatrième trimestre de 2005. L'incidence des nouvelles normes comptables

concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a augmenté la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance.

Les taux d'imposition ont dans l'ensemble diminué au cours de la période, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat tient en grande partie au bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et au règlement favorable d'une vérification fiscale au premier trimestre de 2006 et au deuxième trimestre de 2007. Ces facteurs ont donné lieu à une baisse de notre taux d'imposition effectif pour les neuf derniers trimestres, lequel est passé de 27,5 % à 21,3 %.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période, situation qui dépend du bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Perspectives pour 2007

Le taux de croissance de l'économie canadienne devrait s'élever à 2,5 % en 2007, ce qui représente un taux de croissance modéré, attribuable principalement aux dépenses de consommation élevées au pays, ainsi qu'aux investissements des entreprises. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada hausse ses taux d'intérêt de 25 points de base plus tard au cours de l'année, afin d'éviter des tensions inflationnistes. Nous prévoyons une légère appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de la hausse des prix de l'énergie et des marchandises, ainsi que du ralentissement de l'économie américaine.

Le taux de croissance de l'économie aux États-Unis devrait s'élever à 2,4 % en 2007, ce qui représente un taux de croissance modéré. Nous prévoyons une amélioration de la croissance au deuxième semestre, en raison principalement de la vigueur persistante des dépenses de consommation. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine maintienne ses taux d'intérêt d'ici la fin de l'année, en raison du taux d'inflation accru et de la croissance modérée de l'économie.

À l'échelle internationale, la croissance économique devrait demeurer élevée, particulièrement dans les économies de marché émergentes,

principalement la Chine et l'Inde. La croissance de la plupart des économies industrialisées devrait demeurer élevée, mais elle devrait connaître un rythme plus lent comparativement à 2006.

En Amérique du Nord, nous prévoyons une croissance modeste des prêts à la consommation au cours de l'année, en raison principalement de la faiblesse continue des marchés de l'habitation. Nous nous attendons à ce que les prêts aux entreprises demeurent élevés en raison du maintien des investissements par les entreprises et des importantes activités de fusion et d'acquisition. La qualité du crédit des entreprises et des ménages subira vraisemblablement une diminution modérée, mais elle devrait néanmoins demeurer solide en raison de la vigueur des flux de trésorerie. Les perspectives concernant les marchés financiers à l'échelle mondiale devraient connaître une amélioration modérée, en raison de l'amélioration des conditions liées aux activités de négociation par rapport aux conditions difficiles qui règnent à l'heure actuelle. Les marchés boursiers et les activités de fusion et d'acquisition à l'échelle mondiale devraient demeurer relativement solides d'ici la fin de l'année.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1, aux pages 106 à 110 de notre rapport annuel 2006. Nos conventions comptables critiques et nos estimations concernent la dotation à la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation, les entités à détenteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, les charges d'impôts et la perte de valeur durable des titres du compte de placement. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter aux pages 33 à 37 de notre rapport annuel 2006.

Modifications des conventions comptables ou des estimations

PCGR du Canada

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes sont présentées à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Une analyse concernant ces normes ainsi que leur incidence sur nos résultats d'exploitation est également présentée dans la section « Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers ».

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le 1^{er} février 2007, nous avons adopté l'abrégié n° 163 du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA, intitulé *Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15* (CPN-163). Cet

abrégi apporte des clarifications supplémentaires en ce qui concerne la façon d'analyser et de consolider les EDDV. Son application a donné lieu à une déconsolidation de certains fonds de placement. Cependant, son incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés ne s'est pas avérée importante.

Modifications futures des conventions comptables ou des estimations

PCGR des États-Unis

À l'avenir, les nouvelles directives suivantes s'appliqueront à nos états financiers préparés selon les PCGR des États-Unis : i) le Financial Accounting Standards Board (FASB) Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109*; ii) le FASB Statement No. 158, intitulé *Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plans – an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106 and 132(R)*; iii) le FASB Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements*; iv) le FASB Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities*. Nous procédons actuellement à l'évaluation de l'incidence de l'adoption des normes présentées ci-dessus sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés. Pour plus de détails, se reporter au Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis à la note 13 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant la période intermédiaire terminée le 30 avril 2007, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à aligner plus étroitement notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Nouveaux secteurs d'exploitation à compter du deuxième trimestre de 2007

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont été remplacés par les quatre nouveaux secteurs suivants :

Services bancaires canadiens : Ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que nos services d'assurances mondiaux.

Gestion de patrimoine : Ce secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, notamment les clients fortunés et les clients

disposant d'un avoir net élevé à l'échelle mondiale, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie.

Services bancaires américains et internationaux : Ce secteur regroupe nos services bancaires à l'étranger, notamment RBC Centura aux États-Unis et les services bancaires de RBC dans les Antilles. Par ailleurs, ce secteur comprend notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Marchés des Capitaux : Ce secteur est responsable de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale. Par ailleurs, compte tenu de la croissance des activités des Entreprises nationales, au deuxième trimestre de 2007, nous avons transféré ces activités, qui étaient présentées dans le poste Autres, au poste Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers.

Nous avons redressé l'information financière sectorielle historique des exercices précédents afin qu'elle reflète les changements ci-dessus. Cette information redressée n'a eu aucune incidence sur notre information financière consolidée présentée précédemment.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs, et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, à savoir l'attribution des charges, l'attribution du capital, les prix de cession interne des fonds et la majoration au montant imposable équivalent, sont décrites à la section Gestion des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2006. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Nous utilisons et présentons également certaines mesures financières hors PCGR conformément à notre cadre de gestion. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Changements effectués au premier semestre de 2007

Dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, certains montants liés aux services de fiducie classés au poste Revenus autres que d'intérêt – commissions de gestion de placements et de services de garde ont été reclassés dans le revenu net d'intérêt au premier trimestre de 2007, afin de mieux refléter leur nature. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement.

Incidence des taux de change sur les secteurs d'exploitation

Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro influent sur la valeur de conversion des résultats du secteur Services bancaires américains et internationaux libellés en dollars américains et en euros, et les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling influent sur la valeur de conversion des résultats du secteur Marchés des Capitaux libellés en dollars américains ou en livres sterling.

Le dollar canadien est demeuré inchangé par rapport au dollar américain, comparativement à l'an dernier, il s'est déprécié de 12 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il s'est déprécié de 10 % en moyenne par rapport à l'euro. Comparativement à l'an dernier, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux s'est accru de 3 millions de dollars, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux a reculé de 10 millions, en raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs.

Pour le premier semestre de 2007, le dollar canadien est demeuré inchangé par rapport au dollar américain, il s'est déprécié de 13 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il s'est déprécié de 10 % en moyenne par rapport à l'euro comparativement au semestre précédent. Comparativement au premier semestre de 2006, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux a augmenté de 4 millions de dollars, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux a augmenté de 3 millions de dollars, en raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs.

Le dollar canadien s'est apprécié de 1,5 % en moyenne par rapport au dollar américain relativement au trimestre précédent, il s'est apprécié de 1 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il est demeuré inchangé par rapport à l'euro. Comparativement au dernier trimestre, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux s'est accru de 2 millions de dollars, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux a reculé de 12 millions, en raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Bien que la mesure du bénéfice net soit conforme aux PCGR, les autres mesures sont considérées

comme des mesures hors PCGR. Les mesures non définies par les PCGR n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres institutions financières. De plus amples renseignements sont fournis aux sections Gestion des secteurs d'exploitation et Principales mesures financières (hors PCGR) de notre rapport annuel 2006.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Nos calculs consolidés trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période, qui exclut les actions privilégiées. Les calculs du rendement trimestriel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net sectoriel attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la

moyenne du capital attribué est fondée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels.

Notre rendement trimestriel du capital de risque est fondé sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et le capital incorporel ainsi que le capital non attribué). La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée par la direction comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour le trimestre terminé le						Pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2007						31 janvier 2007	30 avril 2006
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	618 \$	194 \$	67 \$	350 \$	50 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 128 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	(10)
Bénéfice net	618 \$	194 \$	67 \$	350 \$	50 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 118 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(9)	(2)	(4)	(5)	(2)	(22)	(16)	(11)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	609 \$	192 \$	63 \$	345 \$	48 \$	1 257 \$	1 478 \$	1 107 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 600 \$	2 300 \$	3 500 \$	4 950 \$	2 600 \$	21 950 \$	21 450 \$	19 700 \$
Moins : Capital non attribué	–	–	–	–	1 700	1 700	1 950	2 100
Moins : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 200	1 100	1 450	850	–	5 600	5 400	4 900
Moyenne du capital de risque (2)	6 400 \$	1 200 \$	2 050 \$	4 100 \$	900 \$	14 650 \$	14 100 \$	12 700 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,0 %	34,3 %	7,4 %	28,5 %	7,6 %	23,5 %	27,3 %	23,0 %
Rendement du capital de risque	39,0 %	66,4 %	12,7 %	34,4 %	n.s.	35,2 %	41,6 %	35,7 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour le semestre terminé le						Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007						30 avril 2006	
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 389 \$	405 \$	134 \$	746 \$	99 \$	2 773 \$	2 300 \$	
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	(11)	
Bénéfice net	1 389 \$	405 \$	134 \$	746 \$	99 \$	2 773 \$	2 289 \$	
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(15)	(4)	(6)	(9)	(4)	(38)	(21)	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 374 \$	401 \$	128 \$	737 \$	95 \$	2 735 \$	2 268 \$	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 550 \$	2 350 \$	3 200 \$	4 850 \$	2 700 \$	21 650 \$	19 500 \$	
Moins : Capital non attribué	–	–	–	–	1 800	1 800	2 450	
Moins : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 150	1 200	1 300	850	–	5 500	4 650	
Moyenne du capital de risque (2)	6 400 \$	1 150 \$	1 900 \$	4 000 \$	900 \$	14 350 \$	12 400 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,4 %	34,4 %	8,0 %	30,7 %	7,0 %	25,5 %	23,5 %	
Rendement du capital de risque	43,4 %	69,7 %	13,4 %	37,1 %	n.s.	38,4 %	36,8 %	

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel, à la moyenne du capital attribué et à la moyenne du capital présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document ont été arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document sont établis en fonction des soldes réels non arrondis.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. De plus amples renseignements sont fournis à la section « Capital économique » de la rubrique « Gestion du capital ».

n.s. non significatif

Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) du secteur Marchés des Capitaux, excluant les revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées

Nous consolidons certaines entités conformément à la NOC-15 de l'ICCA, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (*variable interest entities*) ». La consolidation d'une EDDV se fonde sur le risque lié à la variabilité des actifs des EDDV auquel nous sommes exposés, et non sur le contrôle des droits de vote. Les revenus et les charges de certaines des EDDV ont été inscrits dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux. Toutefois, les montants qui ont été consolidés et qui sont attribuables aux autres investisseurs dans ces EDDV sont compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales et n'ont pas d'incidence sur le bénéfice

net présenté. Comme les montants attribuables aux autres investisseurs n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté, la direction estime que les ajustements pour en tenir compte augmentent la comparabilité des résultats et des ratios connexes du secteur Marchés des Capitaux et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier par rapport à celui d'autres institutions financières. Étant donné que les charges ne sont pas considérées comme importantes, nous avons uniquement apporté des ajustements aux revenus attribués au titre des autres investisseurs.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), excluant les EDDV, du secteur Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	1 182 \$	1 230 \$	1 177 \$	2 412 \$	2 106 \$
Revenus liés aux EDDV compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle (2)	8	11	(35)	19	(43)
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) en excluant les EDDV	1 174 \$	1 219 \$	1 212 \$	2 393 \$	2 149 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section Gestion des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2006.

(2) Correspond aux revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables consolidées attribués aux autres investisseurs.

Levier d'exploitation

Le levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des EDDV consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus excluent également les revenus liés aux activités d'Assurance mondiale et certains ajustements comptables liés aux nouvelles normes concernant les instruments financiers. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés aux activités d'Assurance mondiale. Les résultats des activités

d'Assurance mondiale sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation ajusté. Nous ne tenons pas compte de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, car elles entraînent une volatilité comptable, principalement en ce qui concerne les gains et pertes non réalisés découlant de l'évaluation à la juste valeur des instruments, et car elles ne constituent pas une mesure du rendement économique.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation ajusté pour le deuxième trimestre de 2007.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le semestre terminé le		Variation en %
	30 avril 2007	30 avril 2006	
Total des revenus	11 367 \$	10 082 \$	
Ajouter : Ajustement lié au montant imposable équivalent	136	117	
Déduire : Revenus liés aux EDDV	19	(43)	
Déduire : Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale	1 715	1 664	
Déduire : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers (1)	65	—	
Total des revenus (ajusté)	9 704 \$	8 578 \$	13,1 %
Frais autres que d'intérêt	6 215 \$	5 679 \$	
Déduire : Frais autres que d'intérêt liés aux activités d'Assurance mondiale	263	244	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	5 952 \$	5 435 \$	9,5 %
Levier d'exploitation pour le semestre terminé le 30 avril 2007			3,6 %

(1) Ne tient pas compte de l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'Assurance mondiale, de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Revenus et résultats liés aux activités d'assurance du secteur Services bancaires canadiens, excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et certains autres éléments

Aux premiers semestres de 2007 et de 2006, certains éléments ont influé sur le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires et sur le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que sur les résultats connexes des secteurs d'activité et d'exploitation dans lesquels ils sont présentés. La direction estime que les ajustements effectués pour tenir compte de ces éléments, qui ne sont pas caractéristiques de nos activités courantes, améliorent la comparabilité de nos résultats et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier et de celui d'autres institutions financières. Le texte qui suit fournit des détails sur ces ajustements ainsi qu'un rapprochement.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007, nous avons comptabilisé un gain net de 55 millions de dollars et une perte nette de 15 millions, respectivement, au titre de l'incidence des variations des taux d'intérêt sur l'évaluation à la juste valeur des titres garantissant nos obligations au titre des activités d'assurances vie et maladie. Ces montants ont été comptabilisés dans les revenus liés aux activités d'assurance et ils ont été en grande partie contrebalancés par des variations correspondantes des obligations sous-jacentes comptabilisées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Nous avons adopté les nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers sur une base prospective, et le montant net n'a pas eu une incidence importante sur notre bénéfice net déclaré.

Résultats excluant l'incidence de l'écart de conversion

Au cours du premier trimestre de 2007, nous avons réaffecté certains capitaux de placement étrangers de nos activités d'assurance à l'échelle internationale, lesquels étaient attribués à nos activités de réassurance contre les catastrophes, par suite de notre décision stratégique de délaisser cette division. Nous avons comptabilisé un écart de conversion favorable de 40 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de ces capitaux. Ce montant était auparavant comptabilisé dans les capitaux propres et il a été reclassé dans les résultats au cours du premier trimestre de 2007.

Résultats excluant les charges liées aux ouragans

Nous avons comptabilisé des charges de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de nos activités d'assurance au premier trimestre de 2006, relativement aux sinistres nets estimatifs additionnels liés aux dommages découlant principalement de l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Le tableau suivant présente le rapprochement des revenus du secteur Services bancaires canadiens, des revenus tirés des activités d'Assurance mondiale et des résultats liés aux activités d'assurance, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des éléments dont il est fait mention ci-dessus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le							
	30 avril 2007				31 janvier 2007			
	Revenus du secteur Services bancaires canadiens (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (1)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (2)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (2)	Revenus du secteur Services bancaires canadiens (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (1)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (2)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (2)
Montants présentés selon les PCGR	3 080 \$	855 \$	855 \$	677 \$	3 081 \$	860 \$	820 \$	516 \$
Exclure : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers	(73)	(55)	(55)	(58)	70	70	70	69
Incidence de l'écart de conversion	—	—	—	—	(40)	(40)	—	—
Montants excluant les éléments mentionnés ci-dessus	3 007 \$	800 \$	800 \$	619 \$	3 111 \$	890 \$	890 \$	585 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre terminé le							
	30 avril 2007				30 avril 2006			
	Revenus du secteur Services bancaires canadiens (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (1)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (2)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (2)	Revenus du secteur Services bancaires canadiens (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (1)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (2)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (2)
Montants présentés selon les PCGR	6 161 \$	1 715 \$	1 675 \$	1 193 \$	5 673 \$	1 664 \$	1 664 \$	1 271 \$
Exclure : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers	(3)	15	15	11	—	—	—	—
Incidence de l'écart de conversion	(40)	(40)	—	—	—	—	—	—
Charges liées aux ouragans	—	—	—	—	—	—	—	(61)
Montants excluant les éléments mentionnés ci-dessus	6 118 \$	1 690 \$	1 690 \$	1 204 \$	5 673 \$	1 664 \$	1 664 \$	1 210 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la section Services bancaires canadiens.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement financier.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu net d'intérêt	1 559 \$	1 547 \$	1 386 \$	3 106 \$	2 788 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 521	1 534	1 394	3 055	2 885
Total des revenus	3 080 \$	3 081 \$	2 780 \$	6 161 \$	5 673 \$
Frais autres que d'intérêt	1 295 \$	1 275 \$	1 253 \$	2 570 \$	2 487 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	204	182	168	386	310
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	677	516	619	1 193	1 271
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	904 \$	1 108 \$	740 \$	2 012 \$	1 605 \$
Bénéfice net	618 \$	771 \$	511 \$	1 389 \$	1 091 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 262 \$	1 237 \$	1 118 \$	2 499 \$	2 223 \$
Services financiers à l'entreprise	552	555	515	1 107	1 041
Solutions cartes et paiements	411	429	341	840	745
Assurance mondiale	855	860	806	1 715	1 664
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (1)					
Rendement des capitaux propres (2)	29,0 %	35,7 %	26,3 %	32,4 %	27,6 %
Marge nette d'intérêt (3)	3,25 %	3,19 %	3,20 %	3,22 %	3,19 %
Levier d'exploitation (exclusion faite des activités d'Assurance mondiale) (4)	9,6 %	6,5 %	7,1 %	8,0 %	4,8 %
Total des actifs productifs (5)	196 800 \$	192 600 \$	177 400 \$	194 700 \$	176 200 \$
Prêts et acceptations (5)	195 900	191 500	176 600	193 700	174 500
Dépôts	145 100	146 100	136 900	145 600	136 500
Biens administrés	49 700	47 500	41 700	49 700	41 700
Biens sous gestion	300	300	300	300	300
Primes d'assurance et dépôts	816	895	822	1 711	1 682

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et un rapprochement.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif. La moyenne de l'actif productif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt du secteur, exclusion faite des activités d'Assurance mondiale en raison de leur nature.

(5) Le total de l'actif, le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, s'est établie à 18,5 milliards de dollars et à 3,7 milliards, respectivement (18,2 milliards et 3,7 milliards au 31 janvier 2007; 14,5 milliards et 4,0 milliards au 30 avril 2006).

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net s'est accru de 107 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement des résultats solides de la plupart de nos secteurs d'activité. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des prêts et des dépôts, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, y compris l'expansion et l'amélioration de nos succursales, ainsi qu'à une conjoncture généralement favorable au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement du personnel et des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, les autres coûts de soutien étant demeurés relativement inchangés en raison de nos mesures efficaces de compression des coûts. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté par rapport à l'an dernier, en raison de la croissance des portefeuilles.

Le total des revenus a augmenté de 300 millions de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance de tous les secteurs d'activité. La marge nette d'intérêt a augmenté de 5 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'utilisation de la méthode des intérêts effectifs, conformément aux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers. Les ajustements au titre du financement effectués ce trimestre, qui concernaient le premier trimestre de 2007 et qui ont été contrebalancés dans le secteur Services de soutien généraux, ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des services *Particuliers clients* ont progressé de 144 millions de dollars ou 13 %. L'augmentation reflète en grande partie la forte croissance du financement aux fins d'accession à la propriété et des marges de crédit garanties, ainsi que l'accroissement des marges. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant des ventes nettes élevées et de l'appréciation du capital lié à nos activités de placement s'adressant aux épargnants a également contribué à la croissance.

Les revenus tirés des *Services financiers à l'entreprise* ont augmenté de 37 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de la croissance solide des prêts et des dépôts, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des marges liées aux dépôts.

Les revenus tirés des *Solutions cartes et paiements* se sont accrus de 70 millions de dollars ou 21 %, résultat qui reflète en grande partie les

soldes élevés ainsi que la croissance des activités de transaction et des comptes. L'ajustement effectué l'an dernier afin d'augmenter le passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, qui a été neutralisé en grande partie par les frais liés à la résiliation d'un accord, a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés de l'*Assurance mondiale* ont augmenté de 49 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier. En excluant l'incidence favorable des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus tirés de l'*Assurance mondiale* ont diminué de 6 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis découlant de la faiblesse relative des taux d'intérêt, qui a été largement neutralisée par la croissance de nos activités de réassurance ainsi que par l'accroissement de nos activités au pays. Un rapprochement des revenus tirés de l'*Assurance mondiale*, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 42 millions de dollars ou 3 %, résultat qui reflète principalement l'expansion des équipes de vente et de service, ainsi que la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris l'expansion des nouvelles succursales, tandis que les autres coûts de soutien sont demeurés relativement inchangés en raison de nos mesures efficaces de compression des coûts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 36 millions de dollars ou 21 %. L'augmentation est en grande partie imputable au nombre plus élevé de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux entreprises. La hausse des provisions liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, qui reflète principalement la croissance de ces portefeuilles, a également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 58 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier. De plus amples renseignements sont fournis à la section portant sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, à la page 10.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 298 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des résultats solides de tous les secteurs d'activité, lesquels reflètent la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance ainsi que nos mesures efficaces de compression des coûts. Nos résultats reflètent aussi les charges liées aux ouragans comptabilisées à l'exercice précédent, ainsi qu'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la dotation en personnel et des autres coûts à l'appui de la croissance de nos activités, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 488 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse du financement aux fins d'accession à la propriété ainsi que des soldes des prêts sur cartes de crédit, des prêts aux entreprises et des dépôts, et la forte croissance de nos services de placement s'adressant aux épargnants et de nos activités de réassurance. La marge nette d'intérêt a augmenté de 3 points de base comparativement à l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 83 millions de dollars ou 3 %, résultat qui reflète principalement l'expansion des équipes de vente et de service, ainsi que l'accroissement des coûts à l'appui des initiatives visant la croissance. Les autres coûts de soutien sont demeurés inchangés par rapport à l'an dernier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 76 millions de dollars ou 25 %. L'augmentation est en grande partie

imputable au nombre plus élevé de prêts douteux liés aux portefeuilles de prêts aux entreprises. La hausse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, qui reflète principalement la croissance des portefeuilles, a également contribué à l'augmentation.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 78 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. De plus amples renseignements sont fournis à la section concernant les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, à la page 10.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 153 millions de dollars ou 20 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement des résultats à la baisse de l'*Assurance mondiale*, lesquels reflètent principalement l'incidence favorable, au trimestre précédent, d'un ajustement au titre de la réaffectation de capitaux de placement étrangers et des ajustements de la provision actuarielle nette au trimestre précédent, ainsi que les résultats techniques défavorables au chapitre de l'invalidité constatés ce trimestre. L'incidence défavorable des facteurs saisonniers sur nos services bancaires, notamment le fait que le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que le premier trimestre, la hausse des frais de marketing et de publicité et la diminution des dépenses de consommation ce trimestre ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu net d'intérêt	104 \$	108 \$	98 \$	212 \$	197 \$
Revenus autres que d'intérêt	904	884	791	1 788	1 544
Total des revenus	1 008 \$	992 \$	889 \$	2 000 \$	1 741 \$
Frais autres que d'intérêt	722 \$	702 \$	655 \$	1 424 \$	1 296 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	—	—	—	—	1
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	286 \$	290 \$	234 \$	576 \$	444 \$
Bénéfice net	194 \$	211 \$	159 \$	405 \$	304 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	366 \$	356 \$	331 \$	722 \$	640 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	508	508	443	1 016	871
Gestion mondiale d'actifs	134	128	115	262	230
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres (1)	34,3 %	34,4 %	29,1 %	34,4 %	28,9 %
Biens administrés	505 800 \$	508 300 \$	452 800 \$	505 800 \$	452 800 \$
Biens sous gestion	158 700	157 400	131 900	158 700	131 900

(1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et un rapprochement.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net a progressé de 35 millions de dollars ou 22 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance des revenus de tous nos secteurs d'activité. Cette augmentation reflète la hausse des revenus tirés des activités de courtage et de gestion d'actifs et des services de gestion privée à l'échelle internationale, laquelle découle en partie de la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, ainsi que les conditions du marché généralement favorables. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions et de la hausse des coûts à l'appui des initiatives visant la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 119 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, et la hausse a touché tous les secteurs d'activité.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – Canada* ont augmenté de 35 millions de dollars ou 11 %, résultat qui tient principalement à la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des nouvelles ventes, à l'appréciation du capital et au recrutement de conseillers chevronnés.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – États-Unis et International* ont progressé de 65 millions de dollars ou 15 %, résultat

qui reflète en grande partie la solide croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des nouvelles ventes, l'embauche de conseillers plus performants et l'amélioration des volumes de transactions effectuées par des clients s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage aux États-Unis. Le gain de change sur certains dépôts résultant de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et la croissance solide des prêts et des dépôts liés aux services de gestion privée à l'échelle internationale ont également contribué à l'augmentation. De plus amples détails sur le gain de change sont fournis dans la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Les revenus tirés de la *Gestion mondiale d'actifs* ont augmenté de 19 millions de dollars ou 17 %, résultat qui reflète en grande partie l'augmentation des frais liés aux fonds communs de placement découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 67 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions. L'expansion des équipes de vente et de service à l'appui de la croissance de nos activités a également contribué à l'augmentation.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 101 millions de dollars ou 33 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des revenus de tous les secteurs d'activité. Ce résultat a été neutralisé en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et des coûts à l'appui de la croissance de nos activités.

Le total des revenus a progressé de 259 millions de dollars ou 15 %, en raison surtout de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés dans tous les secteurs d'activité, ainsi que de la hausse des frais liés aux fonds communs de placement découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital. Un gain de change sur certains dépôts et la croissance solide des prêts et des dépôts ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 128 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions. L'accroissement de l'effectif et des autres coûts à l'appui de la croissance de nos activités a également contribué à l'augmentation.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a diminué de 17 millions de dollars ou 8 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la contrepassation favorable, au premier trimestre, d'un montant d'impôts passé en charges précédemment, et de l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance de nos activités, y compris l'augmentation de l'effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des revenus de la plupart de nos secteurs d'activité.

Services bancaires américains et internationaux

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)					
Revenu net d'intérêt	272 \$	257 \$	234 \$	529 \$	462 \$
Revenus autres que d'intérêt	221	188	186	409	306
Total des revenus	493 \$	445 \$	420 \$	938 \$	768 \$
Frais autres que d'intérêt	381 \$	348 \$	322 \$	729 \$	597 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	10	10	6	20	15
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	102 \$	87 \$	92 \$	189 \$	156 \$
Bénéfice net	67 \$	67 \$	62 \$	134 \$	100 \$
Revenus par division					
Services bancaires	309 \$	276 \$	261 \$	585 \$	525 \$
RBC Dexia Investor Services (2)	184	169	159	353	243
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (3)					
Rendement des capitaux propres (4)	7,4 %	8,8 %	10,1 %	8,0 %	8,8 %
Prêts et acceptations	23 700 \$	21 100 \$	18 300 \$	22 400 \$	17 600 \$
Dépôts	31 500	28 300	27 200	29 900	23 600
Biens administrés – RBC Dexia IS (5)	2 119 000	2 050 000	1 832 100	2 119 000	1 832 100

(1) Les résultats déclarés de ce secteur aux trimestres précédents portaient sur les activités poursuivies.

(2) Nous avons fusionné les activités des *Services aux institutions et aux investisseurs* avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia le 2 janvier 2006 et créé RBC Dexia IS, une nouvelle société. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats selon le trimestre civil, il existe un décalage de un mois dans la présentation de ses résultats.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le rendement des capitaux propres de secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons fourni des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS est présenté au 31 mars 2007.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net s'est accru de 5 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts aux États-Unis, lequel reflète l'accroissement des activités et la prise en compte des acquisitions récentes de Flag et des succursales de AmSouth. La solide croissance des activités de *RBC Dexia IS* a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, particulièrement la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et les coûts d'intégration constatés ce trimestre, ainsi que l'ouverture de nouvelles succursales.

Le total des revenus a augmenté de 73 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier.

Les revenus tirés des *Services bancaires* se sont accrus de 48 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, résultat qui est principalement attribuable à la prise en compte de l'acquisition de Flag et des succursales de AmSouth, ainsi qu'à l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts reflétant la croissance des activités.

Les revenus de *RBC Dexia IS* ont augmenté de 25 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement de la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres, ainsi que de l'augmentation des commissions sur les opérations de change.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 59 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, particulièrement la prise en compte des acquisitions récentes de Flag et des succursales de AmSouth, ainsi que les coûts d'intégration connexes constatés ce trimestre, et l'ouverture de nouvelles succursales.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 34 millions de dollars ou 34 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des activités de *RBC Dexia IS* et de *RBC Centura*. Elle tient aussi à la constatation des résultats de *RBC Dexia IS* pour un mois supplémentaire ce trimestre. L'augmentation a été neutralisée en partie par une perte à la vente de certains titres du compte de placement au premier trimestre de 2007, découlant de la restructuration stratégique du portefeuille de placement de RBC Centura visant à profiter des débouchés sur le marché ainsi que de la croissance du bilan, ainsi que par les coûts liés à l'acquisition de Flag et des succursales de AmSouth.

Le total des revenus s'est accru de 170 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à *RBC Dexia IS*, en raison de la forte croissance de ses activités et de la prise en compte de ses résultats pour un mois supplémentaire ce trimestre. Elle tient aussi à la prise en compte de l'acquisition de Flag et des succursales de AmSouth, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts, qui reflète la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte découlant de la restructuration du portefeuille de placement de RBC Centura au premier trimestre de 2007.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 132 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète en grande partie la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, particulièrement la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et les coûts d'intégration connexes constatés ce trimestre, et l'ouverture de nouvelles succursales.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net s'est établi à 67 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent. La croissance des revenus ce trimestre est en grande partie attribuable aux volumes accrus des prêts et des dépôts, qui reflètent la prise en compte des succursales de AmSouth, à la constatation des résultats de Flag pour un trimestre complet ce trimestre, et à l'augmentation des activités. Elle reflète également la perte constatée au premier trimestre au titre de la restructuration du portefeuille de placement de RBC Centura, situation qui ne s'est pas

reproduite ce trimestre. Les frais autres que d'intérêt ont progressé par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts liés aux acquisitions effectuées récemment et les coûts d'intégration connexes constatés ce trimestre.

Les autres facteurs incluent l'incidence défavorable du fait que le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que le premier trimestre et la hausse de la charge d'impôts découlant principalement de la contrepassation d'un montant d'impôts passé en charges précédemment et de l'augmentation du bénéfice dans les pays où les taux d'imposition sont plus élevés.

Marchés des Capitaux

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	169 \$	56 \$	49 \$	225 \$	110 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 013	1 174	1 128	2 187	1 996
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	1 182 \$	1 230 \$	1 177 \$	2 412 \$	2 106 \$
Frais autres que d'intérêt	754 \$	738 \$	707 \$	1 492 \$	1 311 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(5)	(8)	(23)	(13)	(108)
Bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	433 \$	500 \$	493 \$	933 \$	903 \$
Bénéfice net	350 \$	396 \$	414 \$	746 \$	752 \$
Revenus par division					
Marchés mondiaux	682 \$	804 \$	754 \$	1 486 \$	1 328 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers (2)	431	386	382	817	688
Autres (2)	69	40	41	109	90
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (3)					
Rendement des capitaux propres (4)	28,5 %	32,8 %	38,0 %	30,7 %	35,0 %
Titres du compte de négociation	154 900 \$	155 900 \$	129 500 \$	155 400 \$	131 000 \$
Prêts et acceptations	27 800	27 300	21 300	27 600	20 900
Dépôts	134 400	129 500	107 200	131 900	110 700

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Avec prise d'effet ce trimestre, nous avons transféré les activités des Entreprises nationales, qui étaient auparavant présentées au poste Autres, dans le poste Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce transfert.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net a reculé de 64 millions de dollars ou 15 % par rapport au niveau record de l'an dernier. Les revenus (majorés au montant imposable équivalent) ont progressé de 5 millions de dollars comparativement à l'an dernier, en raison principalement de l'augmentation des activités de négociation de titres de participation et des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, de la prise en compte des acquisitions de RBC Carlin et de RBC Daniels effectuées récemment et de la hausse des commissions de syndication de prêts, facteurs qui ont été en grande partie neutralisés par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, lesquels ont atteint des niveaux presque records l'an dernier. Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 47 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, en raison de la prise en compte des acquisitions récentes et de la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, qui ont été neutralisées en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable. Le recouvrement de pertes sur créances a diminué de 18 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence défavorable sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 5 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 174 millions de dollars, en baisse de 38 millions ou 3 % comparativement à l'an dernier. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour un rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont diminué de 72 millions de dollars ou 10 %, résultat qui tient principalement à la baisse des revenus liés à la négociation de titres à revenu fixe, qui a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation. La baisse des gains sur les placements privés a également contribué à la diminution. La diminution des produits a été neutralisée en partie par l'accroissement des activités de syndication de prêts de notre groupe de financement d'infrastructures.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 49 millions de dollars ou 13 %, en raison surtout de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, de la prise en compte des revenus liés aux acquisitions effectuées récemment, et de l'accroissement des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des distributions sur les placements privés.

Les revenus tirés des *Autres services* se sont accrus de 28 millions de dollars ou 68 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'augmentation des intérêts recouvrés sur des prêts précédemment classés comme des prêts douteux de la division Crédits mondiaux, ainsi que des gains liés à des contrats dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de nos principaux portefeuilles de prêts.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 47 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et de l'augmentation des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, notamment ceux liés à l'augmentation de l'effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse des secteurs d'activité.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 5 millions de dollars, résultat qui reflète le règlement de prêts aux grandes entreprises classés précédemment comme des prêts douteux, comparativement à un recouvrement de 23 millions l'an dernier.

Les impôts sur les bénéfices (majorés au montant imposable équivalent) ont diminué de 43 millions de dollars ou 36 %, en raison principalement de la baisse du bénéfice avant impôts et de l'augmentation du bénéfice des filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont moins élevés.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. La croissance générale des revenus et la diminution du taux d'imposition effectif ont été neutralisées par la hausse des charges, par la diminution des recouvrements de pertes sur créances et par la constatation, l'an dernier, d'une tranche de la provision générale.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 306 millions de dollars ou 15 % comparativement à l'an dernier, en raison surtout de la hausse des revenus liés aux activités de négociation de titres de participation, de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, de la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et de l'accroissement des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition et la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), en excluant les EDDV, s'est établi à 2 393 millions de dollars, en hausse de 244 millions ou 11 % comparativement à l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 181 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la hausse de la croissance des activités, et des coûts liés à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment. La hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, notamment l'accroissement de l'effectif, a également contribué à l'augmentation.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 13 millions de dollars ce trimestre, comparativement à un recouvrement de 108 millions

l'an dernier, résultat qui comprenait des recouvrements plus élevés au titre des prêts aux grandes entreprises classés précédemment comme des prêts douteux ainsi que la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale.

Les impôts sur les bénéfices (majorés au montant imposable équivalent) ont diminué de 29 millions de dollars ou 14 %, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice des filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont moins élevés.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 46 millions de dollars ou 12 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe par rapport au niveau record constaté au trimestre précédent, ainsi que de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling. Les coûts d'intégration constatés ce trimestre ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des honoraires liés aux activités de fusion et d'acquisition et par la prise en compte des acquisitions effectuées récemment.

Services de soutien généraux

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation, telles que certains éléments du financement de l'entreprise, les activités de titrisation et les résultats nets liés au capital non attribué. Les résultats comprennent également les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent comptabilisés dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux, qui ont trait à la majoration au montant

imposable équivalent des revenus tirés des dividendes imposables de sociétés canadiennes. Ces majorations sont inscrites dans le revenu net d'intérêt et elles sont compensées dans la charge d'impôts.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(203)\$	(101)\$	(150)\$	(304)\$	(258)\$
Revenus autres que d'intérêt	109	51	6	160	52
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(94)\$	(50)\$	(144)\$	(144)\$	(206)\$
Frais autres que d'intérêt	(4)	4	(9)	—	(12)
Recouvrement de pertes sur créances	(21)	(22)	(27)	(43)	(47)
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(69)\$	(32)\$	(108)\$	(101)\$	(147)\$
Bénéfice net	50 \$	49 \$	(18)\$	99 \$	53 \$
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)					
Total de l'actif	(5 800)\$	(5 500)\$	(5 600)\$	(5 600)\$	(5 000)\$
Capital attribué (3)	2 600	2 850	2 650	2 700	2 950
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (4)	19 664	18 732	15 863	19 664	15 863
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (5)	1 583	1 438	1 295	3 021	4 028

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (revenus tirés des dividendes de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 s'est établi à 66 millions de dollars (70 millions au 31 janvier 2007; 80 millions au 30 avril 2006). Le montant pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est chiffré à 136 millions de dollars (117 millions au 30 avril 2006).

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) La moyenne du capital attribué représente une mesure financière hors PCGR. Une analyse plus détaillée et un rapprochement sont présentés à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(5) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 4 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net de 50 millions de dollars pour le trimestre reflète principalement l'incidence du règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents, ainsi que des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation. Des gains liés aux activités de titrisation ont également été comptabilisés au cours du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements au titre du financement effectués ce trimestre, qui concernaient le trimestre précédent et qui ont été contrebalancés dans les Services bancaires canadiens.

Premier trimestre de 2007

Le bénéfice net de 49 millions de dollars pour le trimestre reflète principalement les montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux

activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que les gains liés aux activités de titrisation. Les intérêts reçus sur les paiements d'impôts excédentaires et l'incidence favorable nette, au cours du trimestre, de la tranche inefficace de certaines couvertures des flux de trésorerie ont également été comptabilisés au cours du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement cumulatif après impôts de 20 millions de dollars au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

Deuxième trimestre de 2006

La perte nette de 18 millions de dollars pour le trimestre reflète le calendrier d'exécution des opérations de titrisation ainsi que la valeur de marché des dérivés liés à certaines couvertures économiques.

Deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le bénéfice net de 99 millions de dollars pour la période tient compte du règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents, des impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que des gains liés aux activités de titrisation et des intérêts reçus sur les paiements excédentaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement cumulatif après impôts de 20 millions de dollars au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

Deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

Le bénéfice net de 53 millions de dollars comptabilisé pour la période découle principalement du règlement favorable d'une vérification fiscale liée à des exercices précédents, qui a été comptabilisé au premier trimestre de 2006. Ce résultat a été neutralisé en partie par le calendrier d'exécution des opérations de titrisation ainsi que par la valeur de marché des dérivés liés à certaines couvertures économiques.

Situation financière**Bilan**

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2007	Au 31 janvier 2007	Au 30 avril 2006
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 512 \$	7 637 \$	8 878 \$
Valeurs mobilières	198 509	196 851	163 991
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	72 142	67 744	56 301
Prêts	225 649	219 718	198 581
Autres actifs	81 440	77 242	71 355
Total de l'actif	589 076	571 615	502 893
Dépôts	372 728	365 606	322 787
Autres passifs	182 274	172 261	147 879
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 508	1 799	1 947
Capitaux propres	24 081	23 458	20 751

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le total de l'actif a augmenté de 86 milliards de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation a touché la plupart des catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la croissance des activités de négociation et de prêt.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont reculé de 0,4 milliard de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit des actifs générant des rendements plus élevés.

Les *valeurs mobilières* ont progressé de 35 milliards de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation des titres du compte de négociation à l'appui de la croissance de nos activités de négociation de titres à revenu fixe.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 16 milliards de dollars ou 28 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse des soldes à l'appui de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt, ainsi que la croissance des activités.

Les *prêts* se sont accrus de 27 milliards de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les hausses liées à toutes les catégories de produits. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts aux entreprises et aux gouvernements, lesquels se sont accrus de 12 milliards de dollars ou 20 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des services de banque d'investissement, la croissance des activités et la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts hypothécaires résidentiels, y compris les produits de la gamme Marge Proprio (malgré l'effet compensatoire des 12 milliards de dollars de prêts titrisés au cours des 12 derniers mois), laquelle tient principalement au maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au pays.

Les *autres actifs* ont augmenté de 10 milliards de dollars ou 14 %. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement des montants à recevoir de courtiers et aux engagements de clients en contrepartie d'acceptations, ainsi qu'à la hausse des montants liés aux dérivés reflétant en grande partie les variations des taux de change.

Les *dépôts* se sont accrus de 50 milliards de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à la croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements à l'appui de l'accroissement des activités, à la croissance des activités et à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis. L'augmentation des dépôts des particuliers, qui reflète principalement la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, a également contribué à l'augmentation.

Les *autres passifs* ont augmenté de 34 milliards de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier, résultat attribuable en grande partie à l'accroissement des activités se rapportant aux conventions de rachat, aux prêts de titres et aux titres vendus à découvert.

Les *capitaux propres* ont progressé de 3 milliards de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes, ainsi que de l'émission nette de 1 milliard de dollars d'actions privilégiées au cours de la période.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le total de l'actif a augmenté de 17 milliards de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète la croissance enregistrée dans toutes les catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la croissance des activités de prêt et de négociation.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont augmenté de 1 milliard de dollars ou 11 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des activités.

Les *valeurs mobilières* ont progressé de 2 milliards de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du niveau accru des titres du compte de négociation à l'appui de nos activités de négociation.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 4 milliards de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent, principalement à l'appui de nos stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres d'emprunt.

Les *prêts* se sont accrus de 6 milliards de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation découle de la croissance enregistrée relativement à toutes les catégories de produits, principalement les prêts hypothécaires résidentiels au pays, y compris les produits de la gamme Marge Proprio.

Les *autres actifs* ont augmenté de 4 milliards de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à la hausse des montants liés aux dérivés, qui reflète en grande partie les variations des taux de change.

Les *dépôts* se sont accrus de 7 milliards de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation découle en grande partie de l'accroissement des dépôts des entreprises et des gouvernements à l'appui des besoins de financement liés à nos activités de prêt et de négociation, de la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, ainsi que de la croissance des activités. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des dépôts des particuliers découlant de la croissance des activités attribuable à nos nouvelles initiatives et par les acquisitions effectuées récemment aux États-Unis.

Les *autres passifs* ont augmenté de 10 milliards de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des activités liées aux dérivés découlant des variations des taux de change, ainsi que les prêts de titres et les titres vendus à découvert et la hausse des soldes des comptes des clients.

Les *capitaux propres* ont progressé de 0,6 milliard de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes.

Gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées avec l'objectif visant à fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Se reporter aux pages 64 à 68 de notre rapport annuel 2006 pour une analyse plus détaillée.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Le tableau suivant illustre notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Au 30 avril 2007	Au 31 janvier 2007	Au 31 octobre 2006	Au 30 avril 2006
Capital de première catégorie	22 716 \$	22 263 \$	21 478 \$	19 990 \$
Capital total	28 506	27 035	26 664	26 280
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	243 765	242 290	223 709	210 965
Ratios de capital				
Ratio du capital de première catégorie	9,3 %	9,2 %	9,6 %	9,5 %
Ratio du capital total	11,7 %	11,2 %	11,9 %	12,5 %

(1) Calculé selon les directives publiées par le BSIF.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Au 30 avril 2007, le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,3 %, et le ratio du capital total, à 11,7 %. Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 20 points de base par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, car la croissance des activités, y compris les acquisitions, ayant donné lieu à une hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et à l'augmentation du montant d'écart d'acquisition déduit des capitaux, a excédé le montant élevé des capitaux autogénérés et l'émission d'actions privilégiées.

Le ratio du capital total a diminué de 80 points de base par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et du remboursement de débentures subordonnées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'émission de billets secondaires de fiducie.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 33 milliards de dollars, en raison de la croissance des activités, y compris les acquisitions, ce qui a donné lieu à une croissance générale de la plupart des catégories d'actifs, y compris les prêts, les activités de négociation, les prêts hypothécaires et les valeurs mobilières.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 30 points de base, et le ratio du capital total, de 20 points de base par rapport à la fin de l'exercice 2006, car la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et l'augmentation du montant d'écart d'acquisition déduit des capitaux ont excédé le montant élevé des capitaux autogénérés et l'émission nette de capitaux.

La hausse de 20 milliards de dollars de l'actif ajusté en fonction des risques par rapport à la fin de l'exercice 2006 reflète principalement la croissance des activités, y compris les acquisitions.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le ratio du capital de première catégorie a progressé de 10 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison du montant élevé des capitaux autogénérés, de l'émission d'actions privilégiées et de la gestion active de notre bilan ce trimestre.

Le ratio du capital total a progressé de 50 points de base, en raison principalement de l'émission de billets secondaires de fiducie ce trimestre.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 1,5 milliard de dollars ce trimestre, essentiellement en raison de la croissance des activités, y compris les acquisitions, facteurs neutralisés en partie par l'incidence, ce trimestre, du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés en dollars américains.

Données concernant les actions et dividendes

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au 30 avril 2007		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende par action déclaré
Actions privilégiées de premier rang			
À dividende non cumulatif, série N (1)	12 000	300 \$	0,29 \$
À dividende non cumulatif, série W (1)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA (2)	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB (2)	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC (2)	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD (2)	10 000	250	0,50
À dividende non cumulatif, série AE (2)	10 000	250	0,39
À dividende non cumulatif, série AF (2)	8 000	200	–
À dividende non cumulatif, série AG (2)	10 000	250	–
Total des actions privilégiées de premier rang		2 350 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 275 327	7 250 \$	0,46 \$
Actions de trésorerie – privilégiées	(851)	(21)	
Actions de trésorerie – ordinaires	(2 648)	(99)	
Options sur actions			
Octroyées	28 969		
Pouvant être levées	24 210		

- (1) Au 30 avril 2007, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 5 432 000. Au 30 avril 2007, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles.
- (2) Ces actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion. Pour plus de détails, se reporter à la section Principales activités de gestion du capital.

Au 18 mai 2007, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 275 482 000 et à 28 777 000, respectivement. Le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires émises sur le capital autorisé s'établissait au 18 mai 2007 à 874 000 et à 2 646 000, respectivement.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour le semestre terminé le
	30 avril 2007	30 avril 2007
Dividendes		
Actions ordinaires	586 \$	1 097 \$
Actions privilégiées	22	38
Actions privilégiées émises	450	1 150
Actions privilégiées rachetées	–	(150)
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(159)	(573)
Rachat et remboursement par anticipation de débentures	–	(485)

Deuxième trimestre de 2007**Capital de première catégorie**

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une durée de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires. Nous avons racheté 2,9 millions d'actions ordinaires au coût de 159 millions de dollars ce trimestre. Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, nous avons racheté 10,5 millions d'actions ordinaires au coût de 573 millions de dollars.

Le 14 mars 2007, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées à dividende non cumulatif, série AF, à 25 \$ l'action.

Le 2 mars 2007, nous avons annoncé notre intention de rembourser à la valeur nominale la totalité du montant de 500 millions de dollars de nos débentures subordonnées arrivant à échéance le 4 juin 2012, plus

les intérêts courus. Le remboursement, qui devrait être conclu le 4 juin 2007, sera financé à même les fonds d'administration générale.

Le 26 avril 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées à dividende non cumulatif, série AG, à 25 \$ l'action.

Capital de deuxième catégorie

Le 30 avril 2007, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées par l'entremise de Fiducie de billets secondaires RBC, une fiducie à capital fixe que nous détenons en propriété exclusive. Ces débentures se qualifient à titre de capital de catégorie 2B aux fins de la réglementation.

Pour obtenir plus de renseignements (ou de détails) sur nos activités de gestion du capital, veuillez vous reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent aux activités commerciales, et il optimise les rendements au chapitre des risques et des avantages. De plus amples renseignements sont fournis à la page 68 de notre rapport annuel 2006.

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006
(soldes moyens en millions de dollars canadiens)			
Risque de crédit	6 800 \$	6 550 \$	5 700 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 850	2 650	2 400
Risque opérationnel	2 850	2 750	2 500
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 000	2 000	1 850
Risque d'assurance	150	150	250
Capital-risque	14 650 \$	14 100 \$	12 700 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	5 600	5 400	4 900
Capital attribué (capital économique)	20 250 \$	19 500 \$	17 600 \$
Capital non attribué ⁽¹⁾	1 700	1 950	2 100
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21 950 \$	21 450 \$	19 700 \$

(1) Le capital non attribué est présenté dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le capital économique attribué a augmenté de 2,7 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des activités dans tous les secteurs d'exploitation, et l'augmentation a touché principalement le capital lié au risque de crédit et au risque de marché. L'augmentation du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient principalement aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice, notamment l'acquisition de Flag, des succursales de AmSouth et d'American Guaranty & Trust.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

Le capital économique attribué a augmenté de 0,8 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des activités dans tous les secteurs d'exploitation, et l'augmentation a touché principalement le capital lié au risque de crédit et au risque de marché. L'augmentation du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient principalement à l'acquisition des succursales de AmSouth, qui a été neutralisée en partie par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés en dollars américains.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 69 à 71 de notre rapport annuel 2006.

Instruments financiers dérivés

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables de l'ICCA concernant les instruments financiers. Ces normes, ainsi que leur incidence sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, font l'objet d'une analyse dans la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Par suite de l'adoption de ces normes, tous les dérivés, y compris certains dérivés qui servent à gérer nos risques et qui sont précisément désignés comme des couvertures et sont admissibles à la comptabilité de couverture, sont inscrits à la juste valeur dans les bilans consolidés. Avant le 1^{er} novembre 2006, les dérivés admissibles à la comptabilité de couverture n'étaient pas comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés; ils étaient plutôt présentés comme des éléments hors bilan.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation d'un certain nombre de créances sur cartes de crédit, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts hypothécaires commerciaux, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Les paragraphes qui suivent présentent la valeur nominale des activités de titrisation qui ont eu une incidence sur nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés. De plus amples renseignements sont présentés à la note 4 des Notes complémentaires.

Deuxième trimestre de 2007 (résultats trimestriels)

Au cours du deuxième trimestre de 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 2,6 milliards de dollars. Une tranche de 1,6 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 1,0 milliard a été conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 0,6 milliard de dollars.

Deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 5,1 milliards de dollars. Une tranche de 3,0 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 2,1 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 0,9 milliard de dollars.

Deuxième trimestre de 2007 (résultats sur douze mois)

Au cours des douze mois terminés le 30 avril 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 12,3 milliards de dollars. Une tranche de 6,5 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 5,8 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 1,2 milliard de dollars. Des créances sur cartes de crédit d'un montant de 650 millions de dollars qui avaient été titrisées précédemment sont arrivées à échéance au troisième trimestre de 2006.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons avec des tiers de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie », notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisons un passif dans les bilans consolidés au début d'une garantie, qui représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2006. De plus

amples informations sont présentées à la note 29 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2006.

Gestion du risque

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous procédons à la gestion de ces risques afin de nous protéger contre une volatilité inacceptable des résultats, d'une manière qui étaye et facilite les occasions d'affaires.

Se reporter aux pages 72 à 90 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements. Notre démarche au chapitre de la gestion du risque n'a pas changé de façon importante par rapport à celle décrite dans notre rapport annuel 2006.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Nos secteurs d'exploitation composent avec le risque de crédit lorsqu'ils accordent du crédit et procèdent à d'autres transactions avec diverses parties. Le risque

de crédit est également lié à des éléments figurant au bilan ou hors bilan tels que les prêts, les acceptations, les lettres de crédit et les garanties. Se reporter aux pages 75 à 80 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements sur la façon dont nous gérons le risque de crédit.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Montant brut des prêts douteux			
Prêts à la consommation	346 \$	356 \$	355 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	533	520	438
Total du montant brut des prêts douteux	879 \$	876 \$	793 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	103 \$	105 \$	117 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	189	176	169
Provisions spécifiques	292 \$	281 \$	286 \$
Provision générale	1 234	1 253	1 219
Total de la provision pour pertes sur créances	1 526 \$	1 534 \$	1 505 \$
Principaux ratios de la qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,37 %	0,38 %	0,38 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,33 %	0,27 %	0,25 %

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006*Montant brut des prêts douteux*

Le montant brut des prêts douteux a augmenté de 86 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises. L'augmentation a été neutralisée en partie par le règlement de prêts aux grandes entreprises classés précédemment comme des prêts douteux, et par la réduction du nombre de prêts aux étudiants classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 21 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète la hausse de la provision générale et de la provision spécifique. La provision générale s'est accrue de 15 millions de dollars ou 1 %, en raison principalement de la prise en compte des acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, qui a été neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la

provision libellée en dollars américains. La provision spécifique a augmenté de 6 millions de dollars ou 2 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, résultat qui a été neutralisé en partie par la diminution de la provision au titre des prêts aux étudiants, car nous poursuivons la liquidation de ce portefeuille.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007 Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a augmenté de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. L'augmentation tient principalement à l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, neutralisé en partie par le règlement de

prêts aux grandes entreprises classés précédemment comme des prêts douteux, et par la réduction du nombre de prêts aux étudiants classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 millions de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent. La provision générale a reculé de 19 millions de dollars ou 2 %, résultat qui reflète en grande partie l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la provision libellée en dollars américains. La provision spécifique a augmenté de 11 millions de dollars ou 4 %, résultat principalement imputable à l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des taux d'intérêt et de change ainsi que du cours des actions et des marchandises, ou que les écarts de taux, entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements, et la composition de notre portefeuille de négociation. Se reporter aux pages 81 à 84 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements.

Activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés, des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des

marchandises. Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR) pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation. Se reporter aux pages 81 à 83 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements. Ces politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2006.

Le tableau suivant illustre la VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification général, qui représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2007				31 janvier 2007		30 avril 2006	
	Pour le trimestre				Pour le trimestre		Pour le trimestre	
	Au 30 avril	Haut	Moyenne	Bas	Au 31 janvier	Moyenne	Au 30 avril	Moyenne
Actions	9 \$	11 \$	7 \$	4 \$	9 \$	9 \$	8 \$	8 \$
Change	2	7	3	1	1	1	2	2
Marchandises (1)	1	1	1	—	1	1	1	1
Taux d'intérêt	21	23	19	15	16	16	11	14
Risque spécifique lié au crédit	4	4	3	2	2	2	4	3
Diversification	(12)	n.s.	(11)	n.s.	(10)	(10)	(5)	(8)
VAR globale	25 \$	27 \$	22 \$	17 \$	19 \$	19 \$	21 \$	20 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2007				30 avril 2006	
	Pour le semestre				Pour le semestre	
	Au 30 avril	Haut	Moyenne	Bas	Au 30 avril	Moyenne
Actions	9 \$	14 \$	8 \$	4 \$	8 \$	8 \$
Change	2	7	2	1	2	2
Marchandises (1)	1	1	1	—	1	1
Taux d'intérêt	21	23	18	13	11	13
Risque spécifique lié au crédit	4	4	3	2	4	3
Diversification	(12)	n.s.	(12)	n.s.	(5)	(8)
VAR globale	25 \$	27 \$	20 \$	15 \$	21 \$	19 \$

(1) Avec prise d'effet en mai 2006, le risque de marché lié aux activités de négociation ayant trait aux marchandises est pris en compte aux fins de l'évaluation de la VAR et de l'établissement du capital réglementaire selon une méthode de calcul fondée sur des modèles.

n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 22 millions de dollars, en hausse par rapport à 20 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque de taux d'intérêt découlant de l'accroissement des activités de négociation, qui a été neutralisée en partie par l'accroissement de l'effet de diversification général, qui s'est établi à 33 %, en hausse par rapport à 29 % l'an dernier.

Deuxième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR globale pour le semestre terminé le 30 avril 2007 s'est établie à 20 millions de dollars, en hausse par rapport à 19 millions à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du risque de taux d'intérêt découlant essentiellement de l'accroissement des activités de négociation, qui a été neutralisée en grande partie par l'accroissement considérable de l'effet de diversification général.

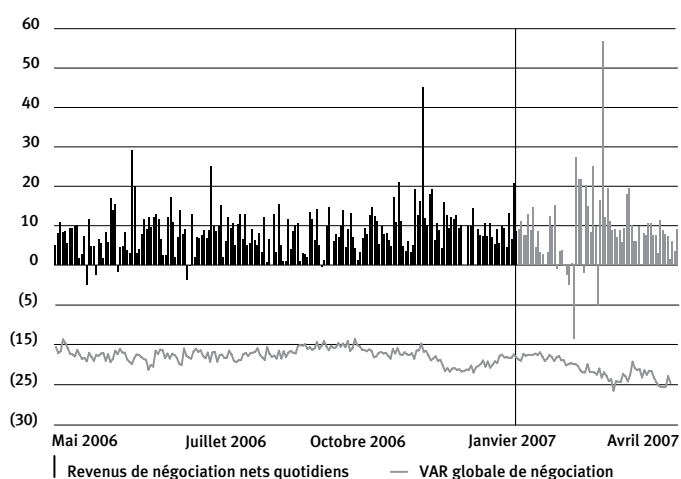
Deuxième trimestre de 2007 par rapport au premier trimestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 22 millions de dollars, en hausse par rapport à 19 millions au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du risque de taux d'intérêt et du risque spécifique lié au crédit reflétant l'accroissement des activités de négociation.

Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu sept séances marquées par des pertes de négociation nettes, dont aucune n'excédait la VAR globale pour chaque séance. Nous avons aussi connu une séance marquée par des revenus de négociation nets de 57 millions de dollars. Durant le trimestre, nous avons détenu certaines valeurs mobilières à risque aux États-Unis, en prévision d'un montage financier, et, nous avons comptabilisé des pertes de négociation nettes liées à l'évaluation à la juste valeur de ces valeurs mobilières, découlant de l'affaiblissement du marché à risques aux États-Unis et de l'absence de liquidités des valeurs mobilières connexes. Nous avons récupéré une tranche de ces pertes de négociation nettes à la conclusion du montage financier, et la séance marquée par des revenus de négociation nets importants dont il est fait mention ci-dessus tient compte de ce recouvrement.

REVENUS DE NÉGOCIATION ET VAR GLOBALE (1)
(en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

Risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt, en fonction de la valeur et du bénéfice.

De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation sont fournis à la page 83 de notre rapport annuel 2006. Ces politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2006.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Au cours de la période, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2007		31 janvier 2007		30 avril 2006	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
Incidence avant impôts : d'une augmentation de 100 points de base des taux	(500)\$	66 \$	(508)\$	83 \$	(415)\$	103 \$
d'une diminution de 100 points de base des taux	372	(123)	377	(143)	273	(183)
Incidence avant impôts : d'une augmentation de 200 points de base des taux	(1 061)	119	(1 078)	148	(873)	163
d'une diminution de 200 points de base des taux	682	(246)	680	(287)	441	(387)

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements. Notre cadre de gestion des risques est élaboré de manière à nous protéger contre les risques dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Une analyse détaillée de ces éléments et des autres éléments du cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est présentée aux pages 85 à 87 de notre rapport annuel 2006.

Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Notre cadre de gestion des liquidités et du financement et les niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2006. Nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement est solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur cette position.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 24 mai 2007.

	Au 24 mai 2007 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	positive
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ou sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Depuis le 31 janvier 2007, deux événements favorables liés à nos cotes de crédit se sont produits. Au deuxième trimestre de 2007, Moody's Investors Service a révisé à la hausse la cote de notre dette à long terme de premier rang, la portant de Aa2 à Aaa, en raison des améliorations apportées à son analyse de défaut conjoint. Le 10 mai 2007, Standard & Poor's a modifié de stable à positive la perspective liée à nos cotes de crédit. Les cotes et les perspectives qui nous sont attribuées par Fitch et par DBRS n'ont pas changé depuis le 31 janvier 2007. En raison de ces changements récents, toutes nos cotes de crédit demeurent au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la

nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

	30 avril 2007					31 janvier 2007	31 octobre 2006
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens) (1)							
Financement à long terme non garanti	12 077 \$	14 341 \$	14 975 \$	3 885 \$	45 278 \$	45 030 \$	33 361 \$
Débiteures subordonnées	—	139	—	6 670	6 809	6 807	7 103
	12 077 \$	14 480 \$	14 975 \$	10 555 \$	52 087 \$	51 837 \$	40 464 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	30 avril 2006
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 270 \$	3 878 \$	4 401 \$	5 222 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 512	7 637	10 502	8 878
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation	170 205	169 030	147 237	127 026
Titres du compte de placement	28 304	27 821	37 632	36 965
	198 509	196 851	184 869	163 991
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	72 142	67 744	59 378	56 301
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	101 479	98 527	96 675	92 506
Prêts aux particuliers	47 255	45 787	44 902	42 441
Prêts sur cartes de crédit	7 622	7 553	7 155	6 051
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	69 293	67 851	61 207	57 583
	225 649	219 718	209 939	198 581
Provision pour pertes sur prêts	(1 446)	(1 455)	(1 409)	(1 435)
	224 203	218 263	208 530	197 146
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 944	10 011	9 108	8 876
Produits dérivés	45 692	42 226	37 729	42 192
Locaux et matériel, montant net	1 993	1 917	1 818	1 699
Écart d'acquisition	5 098	4 932	4 304	4 105
Autres actifs incorporels	727	699	642	686
Actifs liés aux activités destinées à la vente	—	—	82	172
Autres actifs	17 986	17 457	15 417	13 625
	81 440	77 242	69 100	71 355
	589 076 \$	571 615 \$	536 780 \$	502 893 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	119 692 \$	117 867 \$	114 040 \$	113 437 \$
Entreprises et gouvernements	210 168	198 796	189 140	170 145
Banques	42 868	48 943	40 343	39 205
	372 728	365 606	343 523	322 787
Autres				
Acceptations	9 944	10 011	9 108	8 876
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 377	46 361	38 252	36 014
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	41 207	41 117	41 103	28 315
Produits dérivés	48 660	43 971	42 094	47 072
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 864	7 948	7 337	7 182
Passifs liés aux activités destinées à la vente	—	—	32	32
Autres passifs	26 222	22 853	22 649	20 388
	182 274	172 261	160 575	147 879
Débetures subordonnées	6 809	6 807	7 103	7 839
Titres de fiducie de capital	1 379	1 385	1 383	1 390
Passifs liés aux actions privilégiées	297	299	298	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 508	1 799	1 775	1 947
Capitaux propres				
Actions privilégiées	2 050	1 600	1 050	1 000
Actions ordinaires (émises – 1 275 327 173; 1 275 949 848; 1 280 889 745 et 1 286 064 042)	7 250	7 216	7 196	7 191
Surplus d'apport	241	255	292	278
Actions autorisées mais non émises – privilégiées (détenues – 851 051; 141 300; 93 700 et 212 920)	(21)	(3)	(2)	(5)
— ordinaires (détenues – 2 647 787; 3 108 319; 5 486 072 et 5 512 017)	(99)	(114)	(180)	(178)
Bénéfices non répartis	16 786	16 264	15 771	14 649
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 126)	(1 760)	(2 004)	(2 184)
	24 081	23 458	22 123	20 751
	589 076 \$	571 615 \$	536 780 \$	502 893 \$

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 556 \$	3 547 \$	3 066 \$	7 103 \$	6 036 \$
Valeurs mobilières	2 161	1 861	1 510	4 022	2 961
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	911	875	594	1 786	1 079
Dépôts à des banques	119	161	87	280	159
	6 747	6 444	5 257	13 191	10 235
Frais d'intérêt					
Dépôts	3 384	3 306	2 488	6 690	4 814
Autres passifs	1 377	1 184	1 046	2 561	1 908
Déventures subordonnées	85	87	106	172	214
	4 846	4 577	3 640	9 423	6 936
Revenu net d'intérêt	1 901	1 867	1 617	3 768	3 299
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	855	820	806	1 675	1 664
Revenus tirés des activités de négociation	575	803	724	1 378	1 271
Commissions de gestion de placements et de services de garde	394	370	326	764	634
Revenus tirés des fonds communs de placement	361	354	316	715	577
Commissions de courtage en valeurs mobilières	338	323	347	661	656
Frais bancaires	328	318	290	646	584
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	319	288	259	607	478
Revenus sur cartes	134	149	46	283	191
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	134	122	118	256	214
Revenus tirés de la titrisation	97	91	61	188	110
Commissions de crédit	88	60	56	148	112
Gain à la vente de titres du compte de placement	5	48	22	53	61
Autres	140	85	134	225	231
Revenus autres que d'intérêt	3 768	3 831	3 505	7 599	6 783
Total des revenus	5 669	5 698	5 122	11 367	10 082
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	162	124	350	171
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	677	516	619	1 193	1 271
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 049	2 033	1 870	4 082	3 663
Matériel	247	244	236	491	467
Frais d'occupation	215	198	189	413	371
Communications	178	156	173	334	319
Honoraires	151	141	156	292	293
Impartition de services de traitement	82	74	80	156	153
Amortissement des autres actifs incorporels	25	22	20	47	34
Autres	201	199	204	400	379
	3 148	3 067	2 928	6 215	5 679
Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts	1 656	1 953	1 451	3 609	2 961
Charge d'impôts	353	435	348	788	680
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 303	1 518	1 103	2 821	2 281
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	24	24	(25)	48	(19)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 279	1 494	1 128	2 773	2 300
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(10)	–	(11)
Bénéfice net	1 279 \$	1 494 \$	1 118 \$	2 773 \$	2 289 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	(16)	(11)	(38)	(21)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 257 \$	1 478 \$	1 107 \$	2 735 \$	2 268 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 272 212	1 274 354	1 282 694	1 273 419	1 283 436
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,99 \$	1,16 \$	0,86 \$	2,15 \$	1,77 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	0,99 \$	1,16 \$	0,87 \$	2,15 \$	1,78 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	– \$	– \$	(0,01) \$	– \$	(0,01) \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 288 415	1 293 085	1 301 645	1 290 808	1 303 106
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,98 \$	1,14 \$	0,85 \$	2,12 \$	1,74 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	0,98 \$	1,14 \$	0,86 \$	2,12 \$	1,75 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	– \$	– \$	(0,01) \$	– \$	(0,01) \$
Dividendes par action (en dollars)	0,46 \$	0,40 \$	0,36 \$	0,86 \$	0,68 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres et du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Actions privilégiées					
Solde au début	1 600 \$	1 050 \$	700 \$	1 050 \$	700 \$
Émises	450	700	300	1 150	300
Rachetées aux fins d'annulation	—	(150)	—	(150)	—
Solde à la fin	2 050	1 600	1 000	2 050	1 000
Actions ordinaires					
Solde au début	7 216	7 196	7 189	7 196	7 170
Émises	50	63	38	113	81
Achetées aux fins d'annulation	(16)	(43)	(36)	(59)	(60)
Solde à la fin	7 250	7 216	7 191	7 250	7 191
Surplus d'apport					
Solde au début	255	292	299	292	265
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(2)	(2)	—	(4)	—
Attributions de rémunération à base d'actions	(10)	(39)	(19)	(49)	(30)
Autres	(2)	4	(2)	2	43
Solde à la fin	241	255	278	241	278
Actions privilégiées autorisées mais non émises					
Solde au début	(3)	(2)	(3)	(2)	(2)
Ventes	5	2	3	7	4
Achats	(23)	(3)	(5)	(26)	(7)
Solde à la fin	(21)	(3)	(5)	(21)	(5)
Actions ordinaires autorisées mais non émises					
Solde au début	(114)	(180)	(199)	(180)	(216)
Ventes	16	102	33	118	129
Achats	(1)	(36)	(12)	(37)	(91)
Solde à la fin	(99)	(114)	(178)	(99)	(178)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	16 264	15 771	14 284	15 771	13 704
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	—	(86)	—	(86)	—
Bénéfice net	1 279	1 494	1 118	2 773	2 289
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	(16)	(11)	(38)	(21)
Dividendes sur actions ordinaires	(586)	(511)	(463)	(1 097)	(875)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(143)	(371)	(272)	(514)	(441)
Frais d'émission et autres	(6)	(17)	(7)	(23)	(7)
Solde à la fin	16 786	16 264	14 649	16 786	14 649
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Solde au début (2)	(1 760)	(2 004)	(2 035)	(2 004)	(1 774)
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	—	(45)	—	(45)	—
Autres éléments du résultat étendu	(366)	289	(149)	(77)	(410)
Solde à la fin	(2 126)	(1 760)	(2 184)	(2 126)	(2 184)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	14 660	14 504	12 465	14 660	12 465
Capitaux propres à la fin	24 081 \$	23 458 \$	20 751 \$	24 081 \$	20 751 \$
Résultat étendu					
Bénéfice net	1 279 \$	1 494 \$	1 118 \$	2 773 \$	2 289 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(10)	26	—	16	—
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(4)	13	—	9	—
	(14)	39	—	25	—
Gains (pertes) de change non réalisés	(1 036)	879	(253)	(157)	(868)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(1)	(40)	—	(41)	2
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	652	(623)	104	29	456
	(385)	216	(149)	(169)	(410)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	29	17	—	46	—
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	4	17	—	21	—
	33	34	—	67	—
Autres éléments du résultat étendu	(366)	289	(149)	(77)	(410)
Total du résultat étendu	913 \$	1 783 \$	969 \$	2 696 \$	1 879 \$

(1) L'ajustement transitoire découle de la mise en œuvre des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1.

(2) Les soldes d'ouverture pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 et pour toutes les périodes antérieures présentées correspondent à l'écart de conversion. Ces soldes ont été reclassés conformément aux nouvelles normes comptables sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 279 \$	1 494 \$	1 128 \$	2 773 \$	2 300 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	162	124	350	171
Amortissement	106	102	99	208	197
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(9)	(17)	(16)	(26)	(43)
Impôts futurs	57	(161)	19	(104)	40
Amortissement des autres actifs incorporels	25	22	20	47	34
(Gain) perte à la vente de locaux et de matériel	(4)	(4)	(4)	(8)	(9)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(38)	(37)	(1)	(75)	10
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(5)	(48)	(22)	(53)	(65)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(84)	611	32	527	65
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	164	3	(143)	167	(130)
Impôts exigibles	169	(41)	(119)	128	(154)
Actifs dérivés	(3 466)	(4 497)	(3 955)	(7 963)	(3 358)
Passifs dérivés	4 689	1 877	4 404	6 566	4 480
Titres du compte de négociation	(1 175)	(11 181)	4 525	(12 356)	(1 266)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 796	(1 684)	(1 655)	112	(2 271)
Autres	496	(122)	3 052	374	3 425
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	4 188	(13 521)	7 488	(9 333)	3 426
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	—	—	(27)	—	(14)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	4 188	(13 521)	7 461	(9 333)	3 412
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(875)	2 865	2 035	1 990	(3 641)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(7 438)	(11 136)	(8 002)	(18 574)	(14 653)
Produit de la titrisation de prêts	2 188	1 753	1 665	3 941	4 364
Produit de la vente de titres du compte de placement	2 175	2 301	2 456	4 476	6 134
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	4 304	3 841	8 979	8 145	16 022
Acquisitions de titres du compte de placement	(6 114)	(5 595)	(12 355)	(11 709)	(20 770)
Variation des titres du compte de placement	—	—	10	—	11
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(148)	(195)	(63)	(343)	(181)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(4 398)	(8 366)	(8 737)	(12 764)	(13 328)
Encaisse provenant des (affectée aux) acquisitions, montant net	290	(573)	—	(283)	(242)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectée aux) activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(10 016)	(15 105)	(14 012)	(25 121)	(26 284)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités abandonnées	—	—	18	—	86
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(10 016)	(15 105)	(13 994)	(25 121)	(26 198)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	4 895	20 459	7 915	25 354	15 927
Remboursement de débentures subordonnées	—	(489)	(246)	(489)	(246)
Émission d'actions privilégiées	450	700	300	1 150	300
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	—	(150)	—	(150)	—
Frais d'émission	(7)	(17)	(7)	(24)	(7)
Émission d'actions ordinaires	46	57	34	103	74
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(159)	(414)	(308)	(573)	(501)
Ventes d'actions émises sur le capital autorisé	21	104	36	125	133
Achat d'actions émises sur le capital autorisé	(24)	(39)	(17)	(63)	(98)
Dividendes versés	(527)	(530)	(422)	(1 057)	(847)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(1)	(31)	49	(32)	(17)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	90	14	(526)	104	4 934
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	2 016	8 109	158	10 125	3 623
Variation des emprunts à court terme des filiales	(478)	228	144	(250)	(173)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement liées aux activités poursuivies	6 322	28 001	7 110	34 323	23 102
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	6 322	28 001	7 110	34 323	23 102
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(102)	102	(37)	—	(95)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	392	(523)	540	(131)	221
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 878	4 401	4 682	4 401	5 001
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 270 \$	3 878 \$	5 222 \$	4 270 \$	5 222 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	4 341 \$	4 839 \$	3 356 \$	9 180 \$	6 603 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	394 \$	293 \$	504 \$	687 \$	1 079 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 figurant aux pages 106 à 156 du rapport annuel 2006. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Principales modifications comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu* (chapitre 1530), le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* (chapitre 3855), et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures* (chapitre 3865). Les chiffres correspondants des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Résultat étendu

Le chapitre 1530 introduit la notion de résultat étendu, qui comprend le résultat net et les autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu représentent les variations des capitaux propres au cours d'une période, découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires, et ils comprennent les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente, les gains ou les pertes non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie. Nous avons inclus dans nos états financiers consolidés intermédiaires un état consolidé du résultat étendu qui reflète les variations de ces éléments au cours de 2007, tandis que les variations cumulatives des autres éléments du résultat étendu sont comprises dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, à titre de nouveau poste de la rubrique Capitaux propres du bilan consolidé.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Il exige que les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les dérivés, soient comptabilisés dans le bilan consolidé lorsque nous devenons partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier ou du contrat dérivé non financier. Selon cette norme, tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé, soit instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. En ce qui concerne les instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction, les coûts de transaction sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres instruments financiers sont capitalisés au moment de la constatation initiale.

Les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les variations de ces justes valeurs sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût non amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente, qui comprennent les substituts de prêt, sont présentés comme des titres de placement dans le bilan consolidé et évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués au coût.

Les produits dérivés sont constatés dans le bilan consolidé à la juste valeur, y compris les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers ou d'autres contrats non financiers qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes. Les variations de la juste valeur des produits dérivés sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les produits dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Il y a lieu de se reporter à la section *Couvertures*.

Le chapitre 3855 permet à une entité de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale ou de l'adoption de la norme, et ce, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme. L'instrument qui est classé comme détenu à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur doit avoir une juste valeur fiable et satisfaire à l'un des critères suivants établis par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) : i) il en résulte l'élimination ou la réduction importante d'une disparité de traitement

en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que des actifs ou des passifs sont évalués sur des bases différentes, ou que les gains et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés sur des bases différentes; ii) la gestion et l'évaluation du groupe d'actifs financiers et/ou de passifs financiers auquel appartient l'instrument se font en fonction de la juste valeur conformément à notre stratégie en matière de gestion des risques ou d'investissement, et l'information est communiquée sur cette base à la haute direction ou iii) l'instrument constitue un dérivé incorporé à un contrat hôte financier ou non financier et le dérivé n'est pas étroitement lié au contrat hôte.

Nos principales catégories d'actifs financiers détenus à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur comprennent : i) les placements à l'appui des obligations liées aux indemnités au titre des contrats d'assurance vie et d'assurance maladie conclus par nos services d'assurances; ii) les placements utilisés pour compenser les risques relatifs aux contrats dérivés liés à nos activités de vente et de négociation; iii) certains prêts consentis à des clients dont les dérivés connexes sont évalués à la juste valeur. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction se composent principalement de dépôts et d'obligations structurées comportant des dérivés intégrés qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes. L'évaluation à la juste valeur de ces actifs et passifs financiers réduit de façon importante la disparité de traitement en matière d'évaluation.

Les autres conséquences comptables importantes résultant de l'adoption du chapitre 3855 comprennent l'utilisation de la méthode du taux d'intérêt effectif pour amortir tous les coûts des transactions ou les primes ou escomptes obtenus ou accordés à l'égard des instruments financiers évalués selon le coût non amorti, et la constatation de la juste valeur initiale de l'obligation liée à l'émission d'une garantie qui satisfait à la définition de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC 14). Aucune autre évaluation à la juste valeur n'est requise par la suite, sauf si la garantie financière est considérée comme un dérivé. Si la garantie financière satisfait à la définition de dérivé, elle est évaluée à la juste valeur à chaque date de bilan et présentée comme un dérivé au poste Autres actifs ou au poste Autres passifs, selon le cas.

Couvertures

Le chapitre 3865 définit les critères qui doivent être remplis aux fins de l'application de la comptabilité de couverture, ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises. Nous utilisons des instruments financiers dérivés et non dérivés dans le cadre de nos stratégies de couverture pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et de change, les risques de crédit et les autres risques de marché. Lorsque les dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur, des flux de trésorerie ou du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Le dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie prévus découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. On cesse d'appliquer la comptabilité de couverture sur une base prospective lorsqu'il est établi que le dérivé n'est plus une couverture très efficace, lorsque le dérivé est liquidé ou vendu, ou lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue. Veuillez vous reporter à la note 2 pour obtenir des renseignements sur la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés en fonction de leur relation de couverture, ainsi que sur les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Couvertures de la juste valeur

Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatée dans le résultat net. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sont contrebalancées par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, lesquelles sont également constatées dans le résultat net. Lorsque l'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée, et les ajustements cumulatifs, à la juste valeur, de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis dans le résultat net sur la durée de vie restante de la relation de couverture initiale.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir notre risque lié aux fluctuations de la juste valeur des instruments à taux fixe découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Couvertures des flux de trésorerie

Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture, déduction faite des impôts, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, et la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Lorsque l'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le résultat net au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le résultat net. Les gains et les pertes sur les dérivés sont classés immédiatement dans le résultat net lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation des flux de trésorerie liés à un actif ou passif à taux variable. Toutes les composantes de la variation de la juste valeur de chaque dérivé ont été prises en compte aux fins de l'évaluation de l'efficacité des couvertures des flux de trésorerie.

Couverture de l'investissement net

Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, la tranche efficace des gains et pertes de change sur les instruments de couverture, déduction faite des impôts applicables, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, alors que la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont constatés dans le résultat net lorsque se produit une réduction de l'investissement net couvert en raison de la dilution ou de la vente de l'investissement net, ou une réduction des capitaux propres de l'établissement étranger découlant de la distribution de dividendes.

Nous utilisons des contrats de change et des passifs libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements étrangers autonomes qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien.

Incidence de l'adoption des chapitres 1530, 3855 et 3865

Les ajustements transitoires découlant de la réévaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur, autres que les actifs financiers classés comme disponibles à la vente et les instruments de couverture désignés à titre de couverture des flux de trésorerie ou les couvertures du risque de change lié à l'investissement net dans un établissement étranger autonome, ont été inscrits dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006. Les ajustements découlant de la réévaluation à la juste valeur des actifs financiers classés comme disponibles à la vente ont été comptabilisés dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu à cette même date.

Si une relation de couverture qui existait avant l'adoption du chapitre 3865 est maintenue et répond aux conditions de la comptabilité de couverture en vertu de la nouvelle norme, la comptabilité de transition s'effectue ainsi : i) couvertures de la juste valeur : tout gain ou perte sur l'instrument de couverture a été constaté dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, et la valeur comptable de l'élément couvert a fait l'objet d'un ajustement correspondant au montant de la variation de la juste valeur cumulée attribuable au risque couvert désigné et l'ajustement a été inclus dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis; ii) couvertures des flux de trésorerie et couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome : la tranche efficace de tout gain ou perte sur l'instrument de couverture a été constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, alors que la tranche inefficace cumulée a été incluse dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie pour laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur cotés, selon le cas, auquel nous avons accès dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, nous utilisons le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur (cours acheteur ou cours vendeur, selon le cas) pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et un profil de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'établissement des prix des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des facteurs de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Dans certains cas, nous utilisons des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables, et nous estimons que le recours à d'autres hypothèses possibles ne donnera pas lieu à des justes valeurs considérablement différentes.

Nous avons comptabilisé les ajustements de transition suivants dans nos états financiers consolidés : i) une réduction de 86 millions de dollars, déduction faite des impôts, du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, qui représente les variations de la valeur de certains instruments financiers et la tranche inefficace des couvertures admissibles, conformément aux méthodes d'évaluation prévues par les nouvelles normes, y compris celles concernant l'utilisation de l'option de la juste valeur et ii) un montant de 45 millions de dollars, déduction faite des impôts, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au titre des pertes nettes liées aux actifs financiers disponibles à la vente et des pertes cumulées sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui doivent maintenant être comptabilisées en vertu des chapitres 3855 et 3865. Par ailleurs, nous avons reclassé, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes de change nettes de 2 004 millions de dollars qui étaient auparavant présentées comme un élément distinct des capitaux propres.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le 1^{er} février 2007, nous avons adopté l'abrégié n° 163, intitulé *Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15* (CPN-163), du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA. Le CPN-163 apporte des clarifications supplémentaires en ce qui concerne la façon d'analyser et de consolider les EDDV. L'application du CPN-163 a donné lieu à une déconsolidation de certains fonds de placement. Cependant, l'incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés n'a pas été importante.

Modifications comptables futures

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir sur le capital* (chapitre 1535), le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir* (chapitre 3862), et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation* (chapitre 3863). En ce qui nous concerne, ces nouvelles normes entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir sur i) les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; ii) les données quantitatives sur les éléments qui font partie du capital selon l'entité; iii) la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital; iv) les conséquences d'un défaut de conformité aux exigences en question, le cas échéant.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ils modifient et améliorent les exigences relatives aux informations à fournir et maintiennent les exigences en matière de présentation. Ces nouveaux chapitres accordent une plus grande importance aux informations à fournir sur la nature et la portée des risques découlant des instruments financiers, et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

Instruments d'emprunt convertibles et autres comportant des dérivés incorporés

Le 5 mars 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié l'abrégié n° 164, intitulé *Instruments d'emprunt convertibles et autres comportant des dérivés incorporés* (CPN-164). Le CPN-164 apporte des clarifications en ce qui concerne le traitement comptable de certains types d'instruments d'emprunt convertibles, leur classement à titre de passifs ou de capitaux propres ainsi que leur incidence sur le résultat par action. Il fournit également des lignes directrices pour déterminer si ces instruments comportent des dérivés incorporés qui devraient être comptabilisés séparément. En ce qui nous concerne, le CPN-164 entrera en vigueur le 1^{er} août 2007. Nous procédons à l'heure actuelle à l'évaluation de l'incidence qu'aura ce CPN sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Comptabilisation des variations de la juste valeur des instruments financiers au cours de la période

Comme il est décrit à la note 1, les instruments financiers classés ou désignés comme des instruments détenus à des fins de transaction et les titres du compte de placement sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé, sauf en ce qui concerne les instruments de capitaux propres classés comme des titres du compte de placement qui n'ont pas de prix coté sur le marché, lesquels sont comptabilisés au coût. Toute variation de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction et des titres du compte de placement évalués selon la juste valeur est comptabilisée dans le résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement. Les variations cumulatives de la juste valeur des titres du compte de placement comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans le résultat net lorsque les titres sont sortis du bilan, ou que la perte de valeur est considérée comme durable.

Les titres du compte de placement évalués à la juste valeur ou au coût font l'objet d'un test de dépréciation chaque date de clôture. Au 30 avril 2007, les pertes non réalisées sur les titres du compte de placement évaluées à la juste valeur ou au coût s'élevaient à 117 millions de dollars et à néant, respectivement (144 millions et 1 million, respectivement, au 31 janvier 2007). Les pertes non réalisées sur les titres d'emprunt découlent principalement de la hausse des taux d'intérêt, et celles liées aux titres de participation sont imputables à la fluctuation des prix sur le marché, aux variations de change ou aux premières

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés, en fonction de leur relation de couverture, ainsi que des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés au 30 avril 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture
	Couverture des flux de trésorerie	Couverture de la juste valeur	Couverture de l'investissement net	
Actifs financiers				
Instruments financiers dérivés	99 \$	239 \$	1 \$	45 353 \$
Instruments financiers non dérivés	—	—	—	s.o.
Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	76 \$	52 \$	466 \$	48 066 \$
Instruments financiers non dérivés	—	—	5 028	s.o.

	Juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés au 31 janvier 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture
	Couverture des flux de trésorerie	Couverture de la juste valeur	Couverture de l'investissement net	
Actifs financiers				
Instruments financiers dérivés	84 \$	269 \$	214 \$	41 659 \$
Instruments financiers non dérivés	—	—	—	s.o.
Passifs financiers				
Instruments financiers dérivés	94 \$	62 \$	7 \$	43 808 \$
Instruments financiers non dérivés	—	—	5 499	s.o.

s.o. sans objet

Note 3 : Acquisitions et cessions importantes

En mars 2007, RBC Centura Bank a conclu l'acquisition de 39 succursales d'AmSouth Bank, en Alabama. La répartition du prix d'acquisition est provisoire, et sera finalisée une fois que la valeur de certains actifs et passifs sera établie. Le tableau suivant présente les détails de la répartition provisoire du prix d'acquisition :

	Succursales d'AmSouth
Date d'acquisition	9 mars 2007
Secteur d'exploitation	Services bancaires américains et internationaux
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération	Paiement en espèces de 343 \$ US
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	Paiement en espèces de 405 \$ CA
Juste valeur des immobilisations corporelles acquises	2 368 \$
Juste valeur des passifs pris en charge	(2 369)
Juste valeur du passif net pris en charge	(1)
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (1)	83
Écart d'acquisition	323
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	405 \$

(1) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base d'un montant de 83 millions de dollars sont amortis linéairement sur une durée de vie utile moyenne estimative de 7 ans.

Le 13 mars 2007, RBC Dain Rauscher, Inc. a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive visant l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., une société de services financiers fermée spécialisée dans les titres à revenu fixe de détail et les services de gestion de patrimoine dont le siège est établi au New Jersey. Cette opération a été conclue le 18 mai 2007.

Le 17 avril 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une convention de coentreprise définitive en vertu de laquelle RBC fera l'acquisition d'une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited (Fidelity Merchant), la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas.

Le 30 avril 2007, RBC Marchés des Capitaux a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition de Seasongood & Mayer, LLC (Seasongood & Mayer), une société de financement du secteur public et un chef de file en matière de prise ferme de titres d'emprunts municipaux dont le siège est établi en Ohio, ainsi que de sa filiale en propriété exclusive, soit Seasongood Asset Management, un conseiller en placement pour les clients gérant des fonds publics.

Les acquisitions de Fidelity Merchant et de Seasongood & Mayer sont assujetties à l'approbation des organismes de réglementation et aux autres conditions habituelles de clôture. Elles devraient être menées à terme au cours du troisième trimestre de 2007.

Activités abandonnées

RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) s'était défaite de la quasi-totalité de ses actifs et de ses obligations résiduels à la fin de l'exercice 2006, et nous ne classons plus séparément ses résultats dans nos états financiers consolidés intermédiaires. Les soldes résiduels de RBC Mortgage sont négligeables; la variation de ces soldes est maintenant reportée dans les résultats des Services de soutien généraux. Les résultats de RBC Mortgage pour les périodes antérieures à l'exercice 2007 continuent d'être présentés séparément à titre d'activités abandonnées.

Note 4 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le (1)**

	30 avril 2007 (2)		31 janvier 2007 (2)		30 avril 2006 (2)	
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	602 \$	1 583 \$	320 \$	1 438 \$	396 \$	1 295 \$
Produit net en espèces reçu	606	1 582	326	1 427	397	1 268
Titres adossés à des créances mobilières acquis	—	—	—	—	—	—
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	—	35	—	42	—	27
Gain (perte) à la vente avant impôts	4	34	6	31	1	—
Titres créés et conservés (5)	—	843	—	965	—	1 926

Activités de titrisation pour le semestre terminé le (1)

	30 avril 2007 (2)		30 avril 2006		
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	922 \$	3 021 \$	1 200 \$	396 \$	2 828 \$
Produit net en espèces reçu	932	3 009	400	397	2 767
Titres adossés à des créances mobilières acquis	—	—	794	—	—
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	—	77	9	—	47
Gain (perte) à la vente avant impôts	10	65	3	1	(14)
Titres créés et conservés (5)	—	1 445	—	—	3 562

(1) Nous n'avons pas comptabilisé un actif ou un passif pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(2) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours de la période.

(3) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.

(4) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la Fiducie carte de crédit Or d'une valeur en capital de 800 millions.

(5) Le total des titres créés et conservés est comptabilisé à la juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, ces titres étaient comptabilisés au coût après amortissement.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 30 avril 2007. Tous les taux sont annualisés.

Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels	
	Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,75	3,83
Taux de remboursement	30,00 %	16,22 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	0,80 %	0,80 %
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	4,45 %	4,30 %

s.o. sans objet

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons effectué, au cours du premier trimestre de 2007, la vente de participations d'un montant de 128 millions de dollars (109 millions de dollars US) dans des titres mezzanines hypothécaires commerciaux à des tiers investisseurs, pour leur montant en capital. Aucune participation n'a été vendue au deuxième trimestre.

Note 5 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Charge au titre des prestations constituées	93 \$	91 \$	99 \$	184 \$	198 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	28	27	26	55	59

Note 6 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres*Billets secondaires de la Fiducie RBC*

Le 30 avril 2007, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées novatrices, les billets secondaires de la Fiducie RBC (billets secondaires) de série A, par l'intermédiaire d'une nouvelle entité ad hoc, la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III), une fiducie à capital fixe créée sous le régime des lois de la province d'Ontario. Le prix de l'émission a été fixé à 99,982 \$, et le taux de rendement a été établi à 4,584 % au 30 avril 2012. Le produit a été affecté à l'achat d'un billet de dépôt de premier rang que nous avons nous-mêmes émis et qui est présenté à titre de passif lié aux dépôts auprès d'entreprises et de gouvernements.

La Fiducie III est une EDDV en vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15). Nous ne consolidons pas la Fiducie III puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire (se reporter à la note 11); par conséquent, les billets secondaires de série A émis par la Fiducie III ne sont pas présentés dans notre bilan consolidé. Les porteurs de billets secondaires de série A sont admissibles à des distributions semestrielles fixes de 4,58 % par année jusqu'au 30 avril 2012 et à des distributions trimestrielles variables au taux des acceptations bancaires à 90 jours plus 1 % jusqu'à l'échéance des billets, le 30 avril 2017.

Les billets secondaires de série A peuvent être remboursés, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation du BSIF, contre un montant en espèces correspondant i) au prix de remboursement anticipé si les billets sont remboursés avant le 30 avril 2012 ou ii) au prix de remboursement si les billets sont remboursés le 30 avril 2012 ou par la suite. Le prix de remboursement correspond à 1 000 \$ plus les distributions impayées à la date de remboursement. Le prix de remboursement anticipé correspond au plus élevé des montants suivants : i) le prix de remboursement ou ii) le prix correspondant à un rendement annuel équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada de la date de remboursement au 30 avril 2012, plus 11 points de base.

La totalité des billets secondaires de série A seront échangés automatiquement, au gré de la Fiducie, en billets subordonnés de série 10 si l'un des événements suivants survient : i) des procédures visant notre liquidation sont entamées; ii) le BSIF prend notre contrôle; iii) notre ratio de capital de première catégorie représente moins de 5 % ou notre ratio de capital total est inférieur à 8 %; iv) le BSIF nous demande d'accroître notre capital et nous optons pour l'échange automatique ou nous ne parvenons pas à nous conformer à cette demande ou v) nous déterminons que par suite de l'adoption ou de l'adoption prévue de lois fiscales fédérales canadiennes, les intérêts payables sur les billets secondaires de série A ne sont plus déductibles par la Fiducie III aux fins de l'impôt.

Nous avons garanti les paiements de capital, d'intérêt, du prix de remboursement, le cas échéant, et de tout autre montant à l'égard des billets secondaires de série A lorsqu'ils seront dus et exigibles. Cette garantie constituera une obligation directe non garantie subordonnée à nos passifs liés à des dépôts ainsi qu'à tous les autres passifs, à l'exception des garanties, des obligations ou des passifs qui ont été désignés de rang égal ou inférieur à la dette subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang porte intérêt au taux annuel de 4,72 % et arrivera à échéance le 30 avril 2017. Sous réserve de l'approbation du BSIF, le billet peut être remboursé à notre gré, en totalité ou en partie, à compter du 30 avril 2012, au prix de remboursement, et peut également être remboursé à notre gré au prix de remboursement ou au prix de remboursement anticipé, selon le plus élevé de ces deux montants.

Autres opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 26 avril 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AG, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 mai 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 14 mars 2007, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AF, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,45 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 mai 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 2 mars 2007, nous avons annoncé que nous allions rembourser au pair la totalité du montant de 500 millions de dollars de débentures subordonnées à 6,75 % en circulation arrivant à échéance le 4 juin 2012, plus les intérêts courus à la date de remboursement. Le remboursement, qui aura lieu le 4 juin 2007, est assujéti à l'approbation du BSIF.

Le 19 janvier 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AE, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 février 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 13 décembre 2006, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AD, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 février 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 24 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série O, en circulation, à 25,50 \$ l'action, y compris une prime de remboursement de 0,50 \$ l'action.

Le 8 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 400 millions de dollars US de débentures subordonnées en circulation échéant le 8 novembre 2011 à la valeur nominale plus les intérêts courus.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AC, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,2875 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,6 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 novembre 2011, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Au cours du trimestre, nous avons racheté 2,9 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 54,85 \$ l'action. Depuis la date de renouvellement, nous avons racheté un total de 10,5 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 54,33 \$ l'action.

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions de temps à autre rembourser, aux fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2083, d'un montant de 250 millions de dollars, et de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2085, d'un montant de 300 millions de dollars US. Le moment, le prix et les autres modalités sont déterminés à notre seule appréciation. Au cours du trimestre considéré, nous n'avons remboursé aucune débenture à taux variable échéant en 2083 ou débenture à taux variable en dollars américains échéant en 2085. Depuis l'annonce, nous avons remboursé une tranche totalisant 26 millions de dollars des débentures à taux variable échéant en 2083 et une tranche de 111 millions de dollars US (132 millions de dollars) des débentures à taux variable échéant en 2085.

Note 7 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 279 \$	1 494 \$	1 128 \$	2 773 \$	2 300 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	(10)	–	(11)
Bénéfice net	1 279	1 494	1 118	2 773	2 289
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	(16)	(11)	(38)	(21)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 257 \$	1 478 \$	1 107 \$	2 735 \$	2 268 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 272 212	1 274 354	1 282 694	1 273 419	1 283 436
Bénéfice de base par action					
Activités poursuivies	0,99 \$	1,16 \$	0,87 \$	2,15 \$	1,78 \$
Activités abandonnées (1)	–	–	(0,01)	–	(0,01)
Total	0,99 \$	1,16 \$	0,86 \$	2,15 \$	1,77 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 257 \$	1 478 \$	1 107 \$	2 735 \$	2 268 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 272 212	1 274 354	1 282 694	1 273 419	1 283 436
Options sur actions (2)	13 621	14 581	14 498	14 130	14 460
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 582	4 150	4 453	3 259	5 210
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 288 415	1 293 085	1 301 645	1 290 808	1 303 106
Bénéfice dilué par action					
Activités poursuivies	0,98 \$	1,14 \$	0,86 \$	2,12 \$	1,75 \$
Activités abandonnées (1)	–	–	(0,01)	–	(0,01)
Total	0,98 \$	1,14 \$	0,85 \$	2,12 \$	1,74 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 22 179 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$ (nombre moyen de 994 391 options en cours ayant un prix de levée de 54,99 \$ au 31 janvier 2007), car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires. Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 10 906 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$. Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2006, aucune option dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires n'était en cours.

Note 8 : Éventualités*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de plusieurs autres poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes

sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites ou le moment de leur règlement; cependant, au quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US après impôts). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel découlant de ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 9 : Total des revenus liés aux activités de négociation

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré des intérêts et des dividendes liés à l'actif et au passif des activités de négociation, ainsi que de l'amortissement des

primes et des escomptes découlant des titres émis ou acquis. Les revenus autres que d'intérêt comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les titres de négociation et les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation.

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu net d'intérêt	(31)\$	(151)\$	(138)\$	(182)\$	(220)\$
Revenus autres que d'intérêt	575	803	724	1 378	1 271
Total	544 \$	652 \$	586 \$	1 196 \$	1 051 \$

Note 10 : Résultats par secteurs d'exploitation*Composition des secteurs d'exploitation*

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont fait l'objet d'une réorganisation en quatre secteurs d'exploitation et ont été renommés de la façon suivante :

Services bancaires canadiens : ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que nos services d'assurances mondiaux.

Gestion de patrimoine : ce secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, incluant les clients fortunés et les clients disposant d'un avoir net élevé à l'échelle mondiale, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie.

Services bancaires américains et internationaux : ce secteur regroupe nos services bancaires à l'étranger, notamment RBC Centura aux États-Unis et les services bancaires de RBC dans les Caraïbes. Par ailleurs, ce secteur comprend notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Marchés des Capitaux : ce secteur comprend nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale.

Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces quatre secteurs d'exploitation, telles que les opérations de titrisation, les charges nettes liées au capital non attribué et les ajustements relatifs à la consolidation, y compris l'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements au montant imposable équivalent majorant le revenu net d'intérêt provenant de sources présentant des avantages fiscaux au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur Marchés des Capitaux est géré, car cela accroît la comparabilité des revenus

de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières.

Notre cadre d'information de gestion permet de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et de refléter la manière dont il est géré. Cette approche fait en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

La réorganisation de nos secteurs d'exploitation a également donné lieu à un réalignement de certaines de nos unités d'exploitation. Par conséquent, nous avons réattribué l'écart d'acquisition à ces unités d'exploitation et avons soumis ce dernier à un test de dépréciation. Nous avons conclu qu'il n'avait subi aucune perte de valeur.

Modifications des résultats des périodes antérieures

Les résultats des périodes antérieures ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à notre nouveau mode de présentation des secteurs.

Bénéfice trimestriel

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Services bancaires américains et internationaux		
	T2/07	T1/07	T2/06	T2/07	T1/07	T2/06	T2/07	T1/07	T2/06
Revenu net d'intérêt	1 559 \$	1 547 \$	1 386 \$	104 \$	108 \$	98 \$	272 \$	257 \$	234 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 521	1 534	1 394	904	884	791	221	188	186
Total des revenus	3 080	3 081	2 780	1 008	992	889	493	445	420
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	204	182	168	—	—	—	10	10	6
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	677	516	619	—	—	—	—	—	—
Frais autres que d'intérêt	1 295	1 275	1 253	722	702	655	381	348	322
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	904	1 108	740	286	290	234	102	87	92
Charge d'impôts	286	337	229	92	79	75	32	18	29
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	—	—	—	—	—	—	3	2	1
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	618	771	511	194	211	159	67	67	62
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	(10)
Bénéfice net	618 \$	771 \$	511 \$	194 \$	211 \$	159 \$	67 \$	67 \$	52 \$
Total de l'actif moyen (2)	216 900 \$	212 300 \$	195 700 \$	16 400 \$	16 900 \$	15 500 \$	41 000 \$	37 500 \$	35 000 \$

Bénéfice trimestriel

	Marchés des Capitaux			Services de soutien généraux			Total		
	T2/07	T1/07	T2/06	T2/07	T1/07	T2/06	T2/07	T1/07	T2/06
Revenu net d'intérêt	169 \$	56 \$	49 \$	(203)\$	(101)\$	(150)\$	1 901 \$	1 867 \$	1 617 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 013	1 174	1 128	109	51	6	3 768	3 831	3 505
Total des revenus	1 182	1 230	1 177	(94)	(50)	(144)	5 669	5 698	5 122
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(5)	(8)	(23)	(21)	(22)	(27)	188	162	124
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	—	—	—	—	—	—	677	516	619
Frais autres que d'intérêt	754	738	707	(4)	4	(9)	3 148	3 067	2 928
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	433	500	493	(69)	(32)	(108)	1 656	1 953	1 451
Charge d'impôts	77	96	120	(134)	(95)	(105)	353	435	348
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	6	8	(41)	15	14	15	24	24	(25)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	350	396	414	50	49	(18)	1 279	1 494	1 128
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	(10)
Bénéfice net	350 \$	396 \$	414 \$	50 \$	49 \$	(18)\$	1 279 \$	1 494 \$	1 118 \$
Total de l'actif moyen (2)	310 200 \$	297 700 \$	253 200 \$	(5 800)\$	(5 500)\$	(5 600)\$	578 700 \$	558 900 \$	493 800 \$

Bénéfice semestriel

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Services bancaires américains et internationaux	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenu net d'intérêt	3 106 \$	2 788 \$	212 \$	197 \$	529 \$	462 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 055	2 885	1 788	1 544	409	306
Total des revenus	6 161	5 673	2 000	1 741	938	768
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	386	310	—	1	20	15
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 193	1 271	—	—	—	—
Frais autres que d'intérêt	2 570	2 487	1 424	1 296	729	597
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 012	1 605	576	444	189	156
Charge d'impôts	623	514	171	140	50	53
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	—	—	—	—	5	3
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 389	1 091	405	304	134	100
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	—	—	—	—	—	(11)
Bénéfice net	1 389 \$	1 091 \$	405 \$	304 \$	134 \$	89 \$
Total de l'actif moyen (2)	214 600 \$	194 400 \$	16 600 \$	14 200 \$	39 300 \$	30 300 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Bénéfice semestriel

	Marchés des Capitaux		Services de soutien généraux		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenu net d'intérêt	225 \$	110 \$	(304)\$	(258)\$	3 768 \$	3 299 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 187	1 996	160	52	7 599	6 783
Total des revenus	2 412	2 106	(144)	(206)	11 367	10 082
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(13)	(108)	(43)	(47)	350	171
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 193	1 271
Frais autres que d'intérêt	1 492	1 311	–	(12)	6 215	5 679
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	933	903	(101)	(147)	3 609	2 961
Charge d'impôts	173	202	(229)	(229)	788	680
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	14	(51)	29	29	48	(19)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	746	752	99	53	2 773	2 300
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	(11)
Bénéfice net	746 \$	752 \$	99 \$	53 \$	2 773 \$	2 289 \$
Total de l'actif moyen (2)	303 800 \$	252 900 \$	(5 600)\$	(5 000)\$	568 700 \$	486 800 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Note 11 : Entités à détenteurs de droits variables*Fonds multicédants*

Nous administrons six programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants). Ces fonds acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des créances. Nos clients utilisent essentiellement ces entités multicédantes afin de diversifier leurs sources de financement et de réduire les coûts de financement. Certains fonds multicédants ont également financé des actifs qui prenaient la forme soit de valeurs mobilières, soit d'instruments s'apparentant à des valeurs mobilières, comme les titres liés à la valeur du crédit. Dans de tels cas, le fonds multicédant constitue souvent l'un des nombreux investisseurs dans ces valeurs mobilières ou instruments semblables à des valeurs mobilières.

Nous ne consolidons pas les fonds multicédants en vertu de la NOC-15 puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. Toutefois, nous détenons des droits variables significatifs dans ces fonds multicédants en

raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis.

L'actif total de nos fonds multicédants s'établissait à 39 milliards de dollars au 30 avril 2007 (39 milliards au 31 janvier 2007; 34 milliards au 31 octobre 2006), et notre risque de perte maximal s'établissait à 40 milliards de dollars (39 milliards au 31 janvier 2007; 35 milliards au 31 octobre 2006). Ces résultats traduisent le niveau d'activités au cours du trimestre ainsi que les fluctuations des taux de change.

Fiducie de billets secondaires RBC

La Fiducie III a été créée aux fins d'émission de 1 milliard de dollars de billets secondaires de fiducie (se reporter à la note 6). Bien que nous détenions les actions ordinaires ainsi que le contrôle majoritaire de la Fiducie, nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire puisque nous ne sommes pas exposés à la majorité des pertes prévues.

Note 12 : Impôts sur les bénéfices – Autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2007
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	3 \$	18 \$	21 \$
Reclassement aux résultats (des gains) des pertes sur les titres disponibles à la vente	(3)	8	5
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	337	(352)	(15)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	15	9	24
Reclassement aux résultats (des gains) des pertes sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	3	8	11
Total de la charge (de l'économie) d'impôts	355 \$	(309)\$	46 \$

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes

entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 31 de notre rapport annuel 2006.

Bilans consolidés condensés

	Au 30 avril 2007			Au 31 octobre 2006			Au 30 avril 2006		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 270 \$	(184)\$	4 086 \$	4 401 \$	(101)\$	4 300 \$	5 222 \$	(2 300)\$	2 922 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 512	(4 892)	3 620	10 502	(4 223)	6 279	8 878	(4 458)	4 420
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	170 205	(11 792)	158 413	147 237	(282)	146 955	127 026	282	127 308
Titres du compte de placement	28 304	(28 304)	–	37 632	(37 632)	–	36 965	(36 965)	–
Titres disponibles à la vente	–	38 580	38 580	–	37 535	37 535	–	36 650	36 650
	198 509	(1 516)	196 993	184 869	(379)	184 490	163 991	(33)	163 958
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	72 142	(2 324)	69 818	59 378	(2 148)	57 230	56 301	(2 569)	53 732
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	224 203	(840)	223 363	208 530	(111)	208 419	197 146	(328)	196 818
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 944	–	9 944	9 108	–	9 108	8 876	–	8 876
Montants se rapportant aux produits dérivés	45 692	(101)	45 591	37 729	717	38 446	42 192	892	43 084
Locaux et matériel, montant net	1 993	(49)	1 944	1 818	(86)	1 732	1 699	(65)	1 634
Écart d'acquisition	5 098	(63)	5 035	4 304	(61)	4 243	4 105	(82)	4 023
Autres actifs incorporels	727	(192)	535	642	(211)	431	686	(208)	478
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 199	1 199	–	1 182	1 182	–	1 160	1 160
Actifs liés aux comptes distincts	–	115	115	–	111	111	–	112	112
Actifs liés aux activités destinées à la vente	–	–	–	82	–	82	172	–	172
Autres actifs	17 986	24 210	42 196	15 417	24 893	40 310	13 625	35 910	49 535
	81 440	25 119	106 559	69 100	26 545	95 645	71 355	37 719	109 074
	589 076 \$	15 363 \$	604 439 \$	536 780 \$	19 583 \$	556 363 \$	502 893 \$	28 031 \$	530 924 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	372 728 \$	(10 906)\$	361 822 \$	343 523 \$	(9 466)\$	334 057 \$	322 787 \$	(10 863)\$	311 924 \$
Autres									
Acceptations	9 944	–	9 944	9 108	–	9 108	8 876	–	8 876
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	48 377	1 213	49 590	38 252	(1 188)	37 064	36 014	334	36 348
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	41 207	(1 263)	39 944	41 103	(1 141)	39 962	28 315	(962)	27 353
Montants se rapportant aux produits dérivés	48 660	(126)	48 534	42 094	312	42 406	47 072	533	47 605
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 864	2 427	10 291	7 337	2 686	10 023	7 182	2 682	9 864
Passifs liés aux comptes distincts	–	115	115	–	111	111	–	112	112
Passifs liés aux activités destinées à la vente	–	–	–	32	–	32	32	–	32
Autres passifs	26 222	23 340	49 562	22 649	27 877	50 526	20 388	36 021	56 409
	182 274	25 706	207 980	160 575	28 657	189 232	147 879	38 720	186 599
Déventures subordonnées	6 809	–	6 809	7 103	300	7 403	7 839	257	8 096
Titres de fiducie de capital	1 379	(1 379)	–	1 383	(1 383)	–	1 390	(1 390)	–
Passif lié aux actions privilégiées	297	(297)	–	298	(298)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 508	1 382	2 890	1 775	1 083	2 858	1 947	1 396	3 343
Capitaux propres	24 081	857	24 938	22 123	690	22 813	20 751	211	20 962
	589 076 \$	15 363 \$	604 439 \$	536 780 \$	19 583 \$	556 363 \$	502 893 \$	28 031 \$	530 924 \$

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés condensés des résultats**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR du Canada	1 279 \$	1 494 \$	1 128 \$	2 773 \$	2 300 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture	(4)	(3)	13	(7)	20
Coentreprises	(29)	(27)	(20)	(56)	(20)
Passif et capitaux propres	28	29	30	57	58
Revenus autres que d'intérêt					
Comptabilisation des activités d'assurance	(176)	(1)	(142)	(177)	(282)
Produits dérivés et opérations de couverture	(22)	—	6	(22)	(27)
Reclassement d'instruments financiers ⁽¹⁾	10	44	58	54	61
Entités à détenteurs de droits variables	—	4	—	4	—
Sociétés en commandite	51	—	3	51	2
Coentreprises	(155)	(145)	(128)	(300)	(168)
Reclassement de l'écart de conversion	(1)	(40)	—	(41)	(4)
Autres	(9)	(9)	(7)	(18)	(15)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances					
Coentreprises	—	1	1	1	—
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance					
Comptabilisation des activités d'assurance	148	(11)	147	137	249
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions	5	9	7	14	13
Comptabilisation des activités d'assurance	17	18	19	35	35
Coentreprises	156	149	127	305	157
Entités à détenteurs de droits variables	—	2	—	2	—
Autres	9	9	7	18	15
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	20	—	(14)	20	8
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Entités à détenteurs de droits variables	—	(6)	—	(6)	—
Coentreprises	2	—	—	2	—
Passif et capitaux propres	(25)	(25)	(26)	(50)	(51)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	1 304 \$	1 492 \$	1 209 \$	2 796 \$	2 351 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR du Canada ⁽²⁾	— \$	— \$	(10) \$	— \$	(11) \$
Écart – Autres éléments	—	—	—	—	—
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis ⁽²⁾	— \$	— \$	(10) \$	— \$	(11) \$
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 304 \$	1 492 \$	1 199 \$	2 796 \$	2 340 \$
Bénéfice de base par action ⁽³⁾					
PCGR du Canada	0,99 \$	1,16 \$	0,86 \$	2,15 \$	1,77 \$
PCGR des États-Unis	1,00 \$	1,15 \$	0,92 \$	2,15 \$	1,79 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	0,99 \$	1,16 \$	0,87 \$	2,15 \$	1,78 \$
PCGR des États-Unis	1,00 \$	1,15 \$	0,93 \$	2,15 \$	1,80 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités abandonnées ⁽²⁾					
PCGR du Canada	— \$	— \$	(0,01) \$	— \$	(0,01) \$
PCGR des États-Unis	— \$	— \$	(0,01) \$	— \$	(0,01) \$
Bénéfice dilué par action ⁽³⁾					
PCGR du Canada	0,98 \$	1,14 \$	0,85 \$	2,12 \$	1,74 \$
PCGR des États-Unis	0,99 \$	1,14 \$	0,91 \$	2,13 \$	1,77 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	0,98 \$	1,14 \$	0,86 \$	2,12 \$	1,75 \$
PCGR des États-Unis	0,99 \$	1,14 \$	0,92 \$	2,13 \$	1,78 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités abandonnées ⁽²⁾					
PCGR du Canada	— \$	— \$	(0,01) \$	— \$	(0,01) \$
PCGR des États-Unis	— \$	— \$	(0,01) \$	— \$	(0,01) \$

(1) Le reclassement d'instruments financiers reflète des différences de classement découlant du choix de l'option de la juste valeur. Avant l'adoption des nouvelles normes comptables en matière d'instruments financiers, cet élément reflétait uniquement le reclassement de titres. Se reporter à la section Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

(2) Se reporter à la note 3.

(3) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action : l'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour toutes les périodes présentées.

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés condensés des flux de trésorerie (1)**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2007	31 janvier 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	4 188 \$ 25	(13 521)\$ (2)	7 461 \$ 81	(9 333)\$ 23	3 412 \$ 51
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net					
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	(1)	–	(1)	–
Amortissement	(6)	(5)	(5)	(11)	(9)
Impôts futurs	(33)	(2)	(44)	(35)	7
Amortissement des autres actifs incorporels	(6)	(6)	(6)	(12)	(6)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(58)	(201)	13	(259)	39
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	40	253	(133)	293	(53)
Actifs dérivés	(132)	950	163	818	265
Passifs dérivés	284	(722)	(8)	(438)	(46)
Titres du compte de négociation	(2 595)	3 493	(2 004)	898	(1 259)
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	(11)	28	(21)	17	(30)
Variation nette des montants à payer aux ou à recevoir de courtiers	1 262	(4 563)	228	(3 301)	2 242
Autres	106	(691)	(1 757)	(585)	1 060
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	3 064	(14 990)	3 968	(11 926)	5 673
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada	(10 016)	(15 105)	(13 994)	(25 121)	(26 198)
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	667	2	(176)	669	4 426
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	99	630	(540)	729	1 267
Produit de la vente de titres du compte de placement	(2 175)	(2 301)	(2 456)	(4 476)	(6 134)
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	(4 304)	(3 841)	(8 979)	(8 145)	(16 022)
Acquisitions de titres du compte de placement	6 114	5 595	12 355	11 709	20 770
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 175	2 301	2 466	4 476	6 144
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	4 304	3 841	8 979	8 145	16 023
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(6 061)	(5 465)	(12 270)	(11 526)	(20 343)
Variation des titres du compte de placement	–	–	(10)	–	(11)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(41)	15	–	(26)	(77)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(317)	493	1 643	176	2 569
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	(9 555)	(13 835)	(12 982)	(23 390)	(17 586)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada	6 322	28 001	7 110	34 323	23 102
Variation des dépôts	(4 895)	(20 459)	(7 915)	(25 354)	(15 927)
Variation des dépôts – Canada	3 548	129	287	3 677	(5 980)
Variation des dépôts – Autres pays	673	19 564	6 428	20 237	11 016
Ventes d'actions émises sur le capital autorisé	(1)	1	–	–	–
Achat d'actions émises sur le capital autorisé	(1)	–	–	(1)	–
Dividendes versés	(4)	(4)	(3)	(8)	(7)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et titres prêtés	256	(378)	(40)	(122)	(962)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	(51)	–	(51)	–
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 055	1 346	1 428	2 401	(1 313)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	6 953 \$	28 149 \$	7 295 \$	35 102 \$	9 929 \$
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(102)\$	102 \$	(37)\$	– \$	(95)\$
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	360	(574)	(1 756)	(214)	(2 079)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 726 \$	4 300 \$	4 678 \$	4 300 \$	5 001 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	4 086 \$	3 726 \$	2 922 \$	4 086 \$	2 922 \$

(1) Nous n'avions aucune activité abandonnée au cours de 2007. Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2006, les éléments du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis relatifs aux flux de trésorerie liés aux activités abandonnées étaient négligeables. Se reporter à la note 3.

Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices

	Au			31 octobre 2006 (1)	30 avril 2006 (1)
	30 avril 2007				
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis		
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	36 \$	188 \$	224 \$	191 \$	(156)\$
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(2 173)	45	(2 128)	(2 000)	(2 163)
Gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	11	5	16	(52)	(17)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	(62)	(62)	(62)	(313)
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2 126)\$	176 \$	(1 950)\$	(1 923)\$	(2 649)\$

(1) La notion de cumul des autres éléments du résultat étendu a été introduite en vertu des PCGR du Canada lors de l'adoption du chapitre 1530, le 1^{er} novembre 2006 (se reporter à la note 1). Par conséquent, aucun rapprochement n'est pertinent avec les périodes antérieures.

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)**États consolidés du résultat étendu**

	Pour le trimestre terminé le						
	30 avril 2007			31 janvier 2007			30 avril 2006 (1)
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	1 279 \$	25 \$	1 304 \$	1 494 \$	(2)\$	1 492 \$	1 199 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts							
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(14)	33	19	39	(25)	14	(206)
Gains (pertes) de change non réalisés	(1 036)	–	(1 036)	879	–	879	(243)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(1)	1	–	(40)	40	–	–
Gains (pertes) de change nets liés aux activités de couverture	652	–	652	(623)	–	(623)	105
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	29	–	29	17	1	18	36
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	4	–	4	17	–	17	29
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	–	–	–	–	–	–
Total du résultat étendu	913 \$	59 \$	972 \$	1 783 \$	14 \$	1 797 \$	920 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :							
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	– \$	10 \$	10 \$	26 \$	(19)\$	7 \$	(109)\$
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	337	–	337	(352)	–	(352)	49
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	15	–	15	9	–	9	20
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	3	–	3	8	–	8	15
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	–	–	–	–	–	–
Total de la charge (l'économie) d'impôts	355 \$	10 \$	365 \$	(309)\$	(19)\$	(328)\$	(25)\$

	Pour le semestre terminé le			
	30 avril 2007			30 avril 2006 (1)
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	2 773 \$	23 \$	2 796 \$	2 340 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	25	8	33	(239)
Gains (pertes) de change non réalisés	(157)	—	(157)	(852)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(41)	41	—	—
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	29	—	29	457
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	46	1	47	78
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	21	—	21	70
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	—	—	—	—
Total du résultat étendu	2 696 \$	73 \$	2 769 \$	1 854 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	26 \$	(9)\$	17 \$	(127)\$
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(15)	—	(15)	222
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	24	—	24	43
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	11	—	11	36
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	—	—	—	—
Total de la charge (l'économie) d'impôts	46 \$	(9)\$	37 \$	174 \$

(1) Un nouvel état consolidé du résultat étendu a été introduit en vertu des PCGR du Canada lors de l'adoption du chapitre 1530, le 1^{er} novembre 2006 (se reporter à la note 1). Par conséquent, aucun rapprochement n'est pertinent avec les périodes antérieures.

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)*Éléments importants du rapprochement pour le bilan*

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à détenteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement d'instruments financiers (1)	Sociétés en commandite	Droits à la plus- value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation addition- nelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engage- ments de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 30 avril 2007														
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	– \$	–	(184)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(184)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	–	(4 892)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 892)\$
Valeurs mobilières	– \$	–	(458)	–	–	(219)	–	–	–	(840)	–	–	1	(1 516)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	–	(2 324)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 324)\$
Prêts	– \$	–	(1 716)	–	(19)	–	–	–	–	–	–	843	52	(840)\$
Autres actifs	8 \$	–	(3 524)	2 875	4	238	(25)	–	(25)	7 553	17 925	–	90	25 119 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	23 \$	–	(10 942)	–	17	–	–	–	–	–	–	–	(4)	(10 906)\$
Autres passifs	(83)\$	–	(2 125)	2 542	(25)	–	(66)	(34)	37	6 713	17 925	843	(21)	25 706 \$
Déventures subordonnées	– \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	– \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	–	(1 379)	–	–	–	–	–	(1 379)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	–	(297)	–	–	–	–	–	(297)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	–	(31)	–	–	–	–	1 413	–	–	–	–	–	1 382 \$
Capitaux propres	68 \$	–	–	333	(7)	19	41	297	(62)	–	–	–	168	857 \$

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à détenteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières (1)	Sociétés en commandite	Droits à la plus- value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation addition- nelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engage- ments de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 31 octobre 2006														
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	– \$	–	(101)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(101)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(33)\$	–	(4 190)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 223)\$
Valeurs mobilières	– \$	(342)	(288)	–	369	(179)	–	–	–	60	–	–	1	(379)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	–	(2 148)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 148)\$
Prêts	41 \$	–	(1 004)	–	–	–	–	–	–	–	–	852	–	(111)\$
Autres actifs	321 \$	(2)	(3 723)	2 890	(128)	164	(22)	–	(25)	10 401	16 558	–	111	26 545 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	52 \$	–	(9 518)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(9 466)\$
Autres passifs	(77)\$	(39)	(1 907)	2 777	–	–	(58)	(34)	37	10 461	16 558	852	87	28 657 \$
Déventures subordonnées	300 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	300 \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	–	(1 383)	–	–	–	–	–	(1 383)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	–	(298)	–	–	–	–	–	(298)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	(305)	(29)	–	–	–	–	1 417	–	–	–	–	–	1 083 \$
Capitaux propres	54 \$	–	–	113	241	(15)	36	298	(62)	–	–	–	25	690 \$

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à détenteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières (1)	Sociétés en commandite	Droits à la plus- value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation addition- nelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engage- ments de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 30 avril 2006														
Actif														
Encaisse et montants à recevoir de banques	– \$	–	(2 300)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 300)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(35)\$	–	(4 423)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4 458)\$
Valeurs mobilières	(1)\$	–	(299)	–	(118)	(151)	–	–	–	535	–	–	1	(33)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	–	(2 569)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 569)\$
Prêts	42 \$	–	(1 219)	–	–	–	–	–	–	–	–	849	–	(328)\$
Autres actifs	409 \$	–	(1 534)	2 835	41	139	(22)	–	167	11 401	24 155	–	128	37 719 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	(161)\$	–	(10 702)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(10 863)\$
Autres passifs	198 \$	–	(1 619)	2 723	–	–	(55)	(34)	480	11 936	24 155	849	87	38 720 \$
Déventures subordonnées	257 \$	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	257 \$
Titres de fiducie de capital	– \$	–	–	–	–	–	–	(1 390)	–	–	–	–	–	(1 390)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	– \$	–	–	–	–	–	–	(300)	–	–	–	–	–	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	– \$	–	(28)	–	–	–	–	1 424	–	–	–	–	–	1 396 \$
Capitaux propres	121 \$	–	5	112	(77)	(12)	33	300	(313)	–	–	–	42	211 \$

- (1) Le reclassement d'instruments financiers reflète des différences de classement découlant du choix de l'option de la juste valeur. Avant l'adoption des nouvelles normes comptables en matière d'instruments financiers, cette colonne reflétait uniquement le reclassement de titres. Se reporter à la section Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)

Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis

PCGR du Canada

Instruments financiers

Par suite de l'adoption du chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Résultat étendu*, du chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, ainsi que du chapitre 3865, intitulé *Couvertures*, les méthodes de comptabilisation des valeurs mobilières, des instruments dérivés, des activités de couverture et des garanties utilisées au Canada sont essentiellement harmonisées avec celles prévues par les PCGR des États-Unis. La différence importante a trait principalement à l'utilisation de l'option d'évaluation à la juste valeur. Comme il est décrit à la note 1, les sociétés peuvent, en vertu du chapitre 3855, désigner tout instrument financier comme destiné à des fins de transaction au moment de sa constatation initiale ou de l'adoption de la nouvelle norme. L'application de l'option d'évaluation à la juste valeur en vertu des PCGR du Canada est plus générale, car cette option peut être utilisée pour comptabiliser tout instrument financier, tandis que les PCGR des États-Unis permettent uniquement l'utilisation de cette option pour comptabiliser les droits de gestion et certains instruments financiers hybrides (se reporter à la section portant sur les nouveaux PCGR des États-Unis). Les principales catégories d'instruments financiers pour lesquelles nous avons utilisé l'option d'évaluation à la juste valeur en vertu des PCGR du Canada sont décrites à la note 1 et sont reflétées dans la colonne « Reclassement d'instruments financiers » du tableau portant le titre « Éléments importants du rapprochement pour le bilan » au 30 avril 2007.

PCGR des États-Unis

Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté le Financial Accounting Standards Board (FASB) Statement No. 155, intitulé *Accounting for Certain Hybrid Financial Instruments – an amendment of FASB Statement No. 133 and 140* (FAS 155). En vertu du FAS 155, une entité peut choisir d'évaluer à la juste valeur tout instrument financier hybride comportant un dérivé intégré qui nécessite une comptabilisation séparée; les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats. L'adoption de cette norme comptable américaine n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Comptabilisation des actifs financiers de gestion

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté le FASB Statement No. 156, intitulé *Accounting for Servicing of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140* (FAS 156). En vertu du FAS 156, une entité doit initialement évaluer ses droits de gestion à la juste valeur, mais peut par la suite choisir soit d'amortir la juste valeur initiale sur la période applicable aux droits, soit de réévaluer ces droits à la juste valeur avec comptabilisation des variations dans le résultat net. La possibilité de réévaluer les droits de gestion à la juste valeur avec comptabilisation dans le résultat net supprime la disparité comptable entre les droits de gestion et les produits dérivés connexes qui, autrement, empêcherait l'application de la comptabilité de couverture. L'adoption de cette norme comptable américaine n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Modifications comptables futures

Directives à l'égard de la quantification des inexactitudes contenues dans les états financiers

Le 13 septembre 2006, la SEC a publié le Staff Accounting Bulletin No. 108, intitulé *Considering the Effects of Prior Year Misstatements when Quantifying Misstatements in Current Year Financial Statements* (SAB 108). Le SAB 108 exige que les entités utilisent les deux méthodes, soit la méthode de l'état des résultats et la méthode du bilan, pour la quantification et l'analyse de l'importance des inexactitudes dans les états financiers. En ce qui nous concerne, le SAB 108 prendra effet pour nos états financiers annuels de 2007.

Comptabilisation des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Le 29 septembre 2006, le FASB a publié le Statement No. 158, intitulé *Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plans – an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106 and 132(R)* (FAS 158). En vertu du FAS 158, une entité est tenue i) de constater la situation de capitalisation d'un régime d'avantages sociaux dans le bilan; ii) de

constater dans les autres éléments du résultat étendu les gains nets et les pertes nettes existants non comptabilisés, les coûts et les crédits au titre des services passés non comptabilisés, ainsi que le montant net des actifs ou des obligations transitoires non comptabilisés; iii) d'évaluer les actifs et les obligations au titre des régimes à prestations déterminées à la date de clôture de l'exercice. Nous appliquerons prospectivement les exigences de constatation mentionnées aux points i) et ii) ci-dessus à compter de la fin de l'exercice 2007 et à compter de la fin de l'exercice 2009 pour les exigences relatives à la date d'évaluation mentionnées au point iii) ci-dessus.

Directives à l'égard de la comptabilisation des impôts sur les bénéfices

Le FASB a publié, le 13 juillet 2006, le FASB Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109* (FIN 48) et, le 2 mai 2007, le Staff Position FIN 48-1 connexe, intitulé *Definition of Settlement in FASB Interpretation No. 48* (FSP FIN 48-1). Le FIN 48 et le FSP FIN 48-1 fournissent des directives supplémentaires sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies d'impôts et entreront en vigueur en ce qui nous concerne le 1^{er} novembre 2007.

Comptabilisation des coûts d'acquisition reportés à l'égard des activités d'assurance

Le 19 septembre 2005, l'Accounting Standards Executive Committee de l'American Institute of Certified Public Accountants a publié le Statement of Position 05-1, intitulé *Accounting by Insurance Enterprises for Deferred Acquisition Costs in Connection with Modifications or Exchanges of Insurance Contracts* (SOP 05-1). Le SOP 05-1 contient des directives sur la comptabilisation des coûts d'acquisition reportés à l'égard des remplacements internes des contrats d'assurance et de placement qui ne sont pas précisément visés par le FASB Statement No. 97, intitulé *Accounting and Reporting by Insurance Enterprises for Certain Long-Duration Contracts and for Realized Gains and Losses from the Sale of Investments*. Le SOP 05-1 définit le remplacement interne comme une modification apportée aux avantages, aux caractéristiques, aux droits ou aux protections rattachés au produit, par suite du remplacement d'un contrat par un nouveau contrat, d'un avenant, ou du choix d'une caractéristique ou d'une protection définie dans le contrat. Un contrat établi en remplacement qui est substantiellement différent du contrat remplacé est comptabilisé comme une extinction du contrat remplacé, et les coûts d'acquisition reportés non amortis sont passés en charges. En ce qui nous concerne, le SOP 05-1 prendra effet le 1^{er} novembre 2007.

Cadre d'évaluation de la juste valeur

Le 15 septembre 2006, le FASB a publié le Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements* (FAS 157), qui établit un cadre d'évaluation de la juste valeur en vertu des PCGR des États-Unis et s'applique aux autres prises de position en matière de comptabilité pour lesquelles la juste valeur constitue la caractéristique mesurée appropriée. Le FAS 157 exige également que davantage d'information soit fournie sur l'évaluation de la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 157 prendra effet le 1^{er} novembre 2008.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

Le 15 février 2007, le FASB a publié le Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* (FAS 159). Le FAS 159 permet à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 159 prendra effet le 1^{er} novembre 2008.

Compensation de montants liés à certains contrats

Le 30 avril 2007, le FASB a publié le Staff Position FIN 39-1, intitulé *Amendment of FASB Interpretation No. 39* (FSP FIN 39-1), qui modifie certains éléments du FIN 39, intitulé *Offsetting of Amounts Related to Certain Contracts*, de façon à permettre à une entité publiante de compenser la juste valeur constatée à l'égard du droit de récupérer les garanties en espèces (une créance) ou de l'obligation de rembourser les garanties en espèces (une dette) par la juste valeur constatée à l'égard des instruments dérivés conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même accord général de compensation. En ce qui nous concerne, le FSP FIN 39-1 prendra effet le 1^{er} novembre 2008.

Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des normes ci-dessus sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635
Télécopieur : 514-982-7635

Site Web :
computershare.com

Coagent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Coagent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires :

Canada
Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis
Bourse de New York (NYSE)
Suisse
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Notre régime de réinvestissement de dividendes constitue, pour nos détenteurs d'actions ordinaires inscrits résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Trust Company of Canada
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis)
514-982-7555
Télécopieur : 416-263-9394
ou 1-888-453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans

la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2006, nous pourrions racheter jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2007

Premier trimestre	2 mars
Deuxième trimestre	25 mai
Troisième trimestre	24 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Dates de paiement des dividendes pour 2007

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, W, AA, AB et AC	25 janvier 25 avril 26 juillet 25 octobre	23 février 24 mai 24 août 23 novembre
Actions privilégiées de séries AD et AE	25 avril 26 juillet 25 octobre	24 mai 24 août 23 novembre
Actions privilégiées de séries AF et AG	26 juillet 25 octobre	24 août 23 novembre

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport aux actionnaires sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les marques de commerce utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC CENTURA, RBC DAIN RAUSCHER, RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES, RBC ASSURANCES, RBC MORTGAGE, RBC MARCHÉS DES CAPITAUX, RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA, RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL, RBC GESTION D'ACTIFS, RBC CARLIN, RBC DANIELS, COMPTE ÉPARGNE @ INTÉRÊT ÉLEVÉ RBC et RABAIIS MULTIPRODUITS, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales sous licence. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport, qui n'est pas la propriété de la Banque Royale du Canada, est la propriété de son détenteur respectif. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia sont titulaires de licences d'utilisation de la marque de commerce RBC.



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque – Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque – Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.